

# RÉFUGIÉS

NUMÉRO 142 • VOLUME I • 2006

**“Je serai devant les centres de demandeurs d’asile — là-bas, nous pouvons LES ABATTRE un par un...”**

*Message sur un site Internet néerlandais d’extrême droite.*

**“Tout ce que nous pouvons espérer de cette populace, c’est le viol et le trafic de drogue... C’est pour cette raison que j’ai quitté Vienne et voilà que ces DÉCHETS arrivent... Ici, personne n’est RACISTE et personne ne déteste les étrangers.”**

*Plaintes de résidents suite au projet de regroupement de demandeurs d’asile dans une pension à De Haanstranden, Autriche, 2004.*

**“Ils sont déjà TROP NOMBREUX. Même s’ils ont vécu L’ENFER sur terre, nous ne permettrons pas l’africanisation de Malte...”**

*Courrier électronique d’un citoyen maltais envoyé au bureau de l’UNHCR à Rome, février 2006.*

**“Je dis souvent que les demandeurs d’asile sont un peu comme les CAFARDS, ils dévorent tout ce qui est à leur portée.”**

*Mark Collet, British National Party, Royaume-Uni, 2004.*

**“Vous, bande de CAFARDS, savez que vous êtes faits de chair... Nous ne vous laisserons pas tuer nous vous tuerons d’abord.”**

*Programme diffusé par la Radio des Mille Collines pendant les premières heures du génocide au Rwanda, le 7 avril 1994.*

**“Où que vous alliez, NOUS VOUS ATTRAPERONS. Si vous montez, nous vous ferons redescendre par les pieds; si vous vous cachez, nous vous traînerons par les cheveux.”**

*Récit d’un survivant à propos d’un message radio du génocidaire radical Mullah, Abdoul Manoso Nkazi pendant le massacre de milliers à Harar et Mabar-I-Shehri en Afghanistan, environ 1998.*

**“Je les plaquerais contre un mur et je TIRERAI.”**

*Une femme se présentant comme une aide-soignante à propos des demandeurs d’asile, Royaume-Uni, 1999.*

**“Après le deuxième ou le troisième avertissement, boum... nous tirons. Sans trop discuter. Un coup de canon pour assommer quiconque se trouve sur place. Sinon, nous ne mettrons jamais fin à ce problème.”**

*Umberto Bossi, lors d’un entretien sur les migrants illégaux arrivant par bateau, propos rapportés par Corriere della Sera, Italie, juillet 2003.*

**“Les immigrants clandestins, les demandeurs d’asile, les trafiquants... ont pris pour cible notre pays bien aimé. C’est comme si les égouts humains de ces pays débordaient et se déversaient ici, sans qu’il y ait d’argent pour vider les canalisations.”**

*Éditorial du journal Dover Express, Royaume-Uni, octobre 1998.*

**“Des patrouilles seront organisées dans les eaux internationales, hors des limites imposées par le politiquement correct.”**

*Annonce publiée dans un journal par un groupe d’autodéfense inconnu à la recherche de personnes disposant d’une “expérience militaire”, Australie occidentale, juillet 2001.*

**“On ne voulait pas d’eux ici... Nous nous sommes réunis et nous avons pris une décision: il fallait qu’ils partent.”**

*Un habitant de la province de Dajeban, en République dardanaise, après les attaques contre les ouvriers agricoles haïtiens et l’incursion de leurs terres.*

**“Le problème croissant auquel nous sommes confrontés c’est le viol, et tout particulièrement le genre de viol qui résulte de l’immigration, le viol collectif.”**

*Pia Kjaersgaard, dirigeante du Danish People’s Party, dans une lettre d’information, 2000.*



**Victimes de l’intolérance**



**UNHCR**  
The UN  
Refugee Agency

# Victimes ou profiteurs ?

par ANTÓNIO GUTERRES, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

**Un homme politique** européen a été récemment traduit en justice pour avoir traité les demandeurs d'asile de « cafards ».

Bien qu'il soit issu d'un parti minoritaire, ses propos sont inquiétants. Au Rwanda, la tristement célèbre radio des Mille Collines utilisait le même terme pour désigner les Tutsis pendant la période précédant le génocide. Les massacres de 1994 ont fait plus de 800 000 morts. La radio des Mille Collines et d'autres « médias de la haine » ont préparé le terrain pour le génocide rwandais ; les bâtons, les pierres et les machettes ont fait le reste.

Même si la méfiance à l'égard de l'« autre » est ancrée dans la nature humaine,



UNHCR/S. HOPPER/DP/GVA2005

l'intolérance vis-à-vis des autres races, religions, groupes ethniques et systèmes politiques ne devrait pas être admise lorsqu'elle dépasse certaines limites. Ici réside l'un des paradoxes fondamentaux des systèmes légaux d'inspiration démocratique et

laïque. Ces limites ne doivent pas être franchies sous peine de tensions, de violences et, au stade final, de désintégration de l'ordre social.

Par définition, les réfugiés sont des victimes de l'intolérance. Le plus souvent, c'est précisément le manque de tolérance politique, sociale, religieuse ou ethnique qui les contraint à fuir leur pays par peur d'être persécutés. Malheureusement, ils sont aussi de plus en plus confrontés à ce fléau dans les pays d'asile eux-mêmes — aussi bien au Nord qu'au Sud.

Ces dernières années, des demandeurs d'asile et des réfugiés ont été assassinés dans les pays les plus riches et les plus développés. Or, pour chaque personne tuée, on en recense des centaines d'autres brutalisées et des

milliers victimes d'agressions verbales. Si certains meurtres et violences aggravées suscitent des réactions, la plupart passent presque inaperçus. Quant aux cas d'agressions physiques ou verbales aux conséquences moins dramatiques, ils ne frappent guère l'opinion publique. Parfois, l'intolérance se manifeste par une simple indifférence au sort d'autrui.

Dans un nombre croissant de pays, les demandeurs d'asile — et les réfugiés — sont instrumentalisés par des politiciens démagogues et vilipendés par une presse populaire sans scrupule qui les transforme en monstres anonymes.

Rien n'est plus facile que de diaboliser les demandeurs d'asile. Ils représentent une cible évidente pour les personnes qui éprouvent de la méfiance ou de l'antipathie pour les étrangers ou les minorités d'origine étrangère. Les demandeurs d'asile n'appartenant pas à une seule race ou religion, ils ne sont pas protégés par les lois encadrant les relations raciales (du moins dans les pays où de telles législations existent). Ils constituent donc une proie facile pour les hommes politiques et les journalistes poursuivant un agenda hostile aux étrangers.

Deux idées préconçues sont à l'origine de l'érosion du soutien accordé par les opinions publiques et leurs gouvernements aux réfugiés : le sentiment qu'ils abusent de l'hospitalité de leurs hôtes et l'impression qu'ils sont trop nombreux — et que ce phénomène ne cesse de s'aggraver.

Les systèmes mis en place pour identifier les réfugiés parmi les personnes demandant l'asile sont souvent tortueux, complexes et lents. Ils souffrent aussi d'un manque de personnel. S'il est vrai que des candidats à l'immigration abusent du système international d'asile, alors des mesures devraient être prises pour les décourager et les renvoyer chez eux. Bien que cette tâche ne soit pas toujours aisée, elle relève d'un problème de gestion, plus que d'une prise de position idéologique.

Mais il est plus facile d'accuser les

demandeurs d'asile de pervertir le système que d'admettre les erreurs commises dans sa gestion.

La question des abus du système d'asile est un sujet en vogue dans les pays industrialisés, en particulier au sein de l'Union européenne (UE). Pas celle des abus contre les demandeurs d'asile. Certes, l'UE, le Conseil de l'Europe et les Nations Unies ont échafaudé une panoplie impressionnante de structures pour rechercher et formuler des recommandations sur les moyens de régler le problème général du racisme et de la xénophobie. Jusqu'à présent, ces initiatives ont toutefois été étouffées par d'autres discussions politiques : le contrôle des frontières pour lutter contre le terrorisme, l'échec de l'intégration dans certaines sociétés pluriculturelles, la liberté d'expression versus le respect des religions, sans oublier les débats alarmistes sur le choc des civilisations.

Bien entendu, la question du nombre joue un rôle important. Les pays abritant pendant des années de larges populations réfugiées — comme l'Iran, le Pakistan et la Tanzanie — peuvent, de manière compréhensible, se lasser de ces situations. Le débat hostile à l'asile qui a prévalu en Allemagne dans les années 90 correspondait à l'arrivée, dans ce pays, d'un million de demandeurs d'asile, pour la plupart originaires des Balkans, en l'espace de trois ans. Mais, le débat peut prendre un tour tout aussi virulent, voire davantage, dans des sociétés où le nombre de réfugiés et leur proportion par rapport à la population d'accueil sont nettement moins spectaculaires. Et pourtant, dans de nombreux pays, les chiffres de l'asile n'ont jamais été aussi bas depuis des décennies.

La plupart des pays développés ont maintenant la possibilité de mettre en place une gestion plus rationnelle de l'asile et de coordonner leurs efforts afin d'apaiser l'hystérie qui entoure ce sujet.

Certains pays en développement, comme l'Iran et le Pakistan — d'où plus de 3,5 millions d'Afghans sont repartis vers leur pays ces quatre dernières années — ont, eux aussi, une

chance unique de changer leur vision de l'asile et des migrations économiques.

Le droit national et international différencie clairement réfugiés, demandeurs d'asile, migrants économiques, minorités nationales, voyageurs et autres. Cette distinction est d'une importance capitale. Mais, lorsque les barrières morales s'effondrent, ces nuances perdent de leur importance. Pour le voyou de la rue, un étranger — en particulier si sa couleur de peau diffère — reste une cible, un ennemi, un « cafard » à écraser.

Dans certains pays, des tentatives délibérées pour déshumaniser les demandeurs d'asile continuent. Ils sont constamment évoqués sous le prisme de statistiques menaçantes, présentés comme des criminels, des vecteurs de maladie ou sous toute autre forme de généralisation aberrante, si facile à haïr. L'Histoire nous rappelle que l'incitation à la haine contre les étrangers est, pour toute société, un chemin périlleux, au terme duquel se profilent les horreurs qui engendrent, en premier lieu, l'exode des réfugiés. Comme l'a démontré l'ex-Yougoslavie dans les années 90, ces conséquences dramatiques sont parfois plus proches que nous ne le pensons.

Nos efforts pour combattre les comportements intolérants qui mettent en péril l'asile — et j'admets que beaucoup a été fait dans ce domaine, en particulier sur le plan local — restent encore trop timides et dispersés. Je suis convaincu que le temps est venu pour toutes les personnes concernées de s'unir et de lutter contre les peurs irrationnelles et les vociférations appelant à l'exclusion. Il s'agit là d'un problème extrêmement urgent — pour les réfugiés, mais aussi pour les Etats et pour les peuples qui croient en l'importance de la loi et de l'ordre.

La tolérance n'est l'apanage d'aucune civilisation en particulier, mais de la civilisation elle-même. Au lieu de céder à la tentation populiste, nous devons rester fidèles à nos valeurs universelles et à nos principes, en particulier à ceux qui protègent les personnes dans le besoin.

« La tolérance n'est l'apanage d'aucune civilisation en particulier, mais de la civilisation elle-même. »

## 6 EN COUVERTURE

Les demandeurs d'asile et les réfugiés sont de plus en plus souvent l'objet d'abus physiques et verbaux. Les gouvernements, l'opinion publique et les médias ont tendance à accuser les victimes au lieu de chercher à mieux les protéger.

## 14 DES MOTS ET DES IMAGES

Une analyse du langage calomnieux et incendiaire employé en Australie et au Royaume-Uni pour dénaturer le débat sur l'asile.

## 18 DÉPASSER LES MONTAGNES DE PRÉJUGÉS SUR L'ASILE

En 2003, une véritable guerre d'affiches s'est déclenchée en Suisse. De l'autre côté des Alpes, en Autriche, l'UNHCR a eu recours à des images audacieuses pour lutter contre les préjugés sur l'asile.

## 20 LA BELGIQUE FAIT LE PARI DE LA DIFFÉRENCE

Un journal invite ses lecteurs à partager leur réveil de Noël avec des demandeurs d'asile. Un comédien congolais combat le fossé racial par l'humour.

## 22 « NOUS EN AVONS ASSEZ DES RÉFUGIÉS »

Dans certains pays africains, le soutien accordé aux réfugiés semble en déclin. Pourtant, la générosité et la tolérance existent toujours sur le continent.

## 26 GÉNOCIDE

Un aperçu de l'horreur absolue dans laquelle l'intolérance peut faire basculer une société.

## 28 L'HÉRITAGE SANGlant DES CONQUISTADORES

Des poches d'esclavage, de préjugés raciaux et de violence contre les peuples indigènes rappellent les pages les plus sombres de l'histoire de l'Amérique latine.

## 31 GENS D'ICI ET D'AILLEURS



Le cadavre d'un migrant ou peut-être d'un réfugié, sur une plage de la Méditerranée — l'une des quelque 6000 personnes décédées dans des circonstances similaires au cours des 12 dernières années.

© JAVIER BAUJOUZ/OP/ESP/2002

# Un bouc émissaire idéal



Des dirigeants du **British National Party** se réjouissent de leur acquittement, après l'abandon de six charges qui pesaient contre eux et l'impossibilité pour les jurés de se mettre d'accord sur un verdict pour les six charges restantes — dont celle faisant suite à l'emploi du mot «cafard» pour qualifier les demandeurs d'asile.

© PAUL GILES/DP/GBR-2006

*«Nous devrions tous comprendre que nos droits sont en danger quand un individu n'est pas traité comme un être humain à cause de la couleur de sa peau... Nous devrions tous savoir que l'intolérance alimente la violence et peut déboucher sur la purification ethnique, le génocide et le terrorisme.»*

— KOFI ANNAN

PAR RUPERT COLVILLE

**L**E 18 AOÛT 2005, EN DÉBUT DE soirée, Mahmum Tahirov, un réfugié turkmène de 45 ans, se promenait tranquillement dans un parc de Leeds, une ville du nord de l'Angleterre, avec sa femme Tarana et leur fils de dix ans, Araz. Alors qu'ils s'apprêtaient à rentrer chez eux, ils se trouvèrent nez à nez avec un habitant du quartier qui baladait ses trois chiens. Sans que rien ne le laisse présager, l'homme — qui avait apparemment déjà insulté Tarana Tahirova à plusieurs reprises — lâcha ses molosses en leur criant «Allez, allez, allez».

Les Tahirov racontèrent que, pendant les longues minutes que dura l'agression, l'homme observa la scène sans intervenir. Lorsqu'il finit par rappeler ses chiens, il partit sans un regard, laissant derrière lui les trois membres de la famille Tahirov en sang.

Tandis que la police lançait un appel à témoin pour retrouver l'assaillant, Mahmum Tahirov évoqua en ces termes l'horreur vécue par sa famille : «Ce fut une expérience terrifiante... Je pense que cet homme doit éprouver une haine incroyable envers les réfugiés.»

Sur la côte est de l'Angleterre, deux individus ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir volontairement fauché un demandeur d'asile iraquien avec leur voiture, l'envoyant valser dans les airs «comme une poupée de chiffon». L'un d'eux aurait confié plus tard à sa petite amie qu'«ils devraient tous mourir». Plus au sud, trois hommes armés de barres de fer ont fait irruption dans une maison et battu un Iraquien qu'ils soupçonnaient d'être un demandeur d'asile et un violeur. Il n'était ni l'un ni l'autre.

Les réfugiés sont le produit de l'intolérance : ils sont persécutés en raison de leur race, de leur religion, de leur ethnie, de leur opinion politique ou de leur appartenance à un certain «groupe social», à moins qu'ils ne fuient la guerre, le chaos ou la violence généralisée. C'est une forme ou une autre d'intolérance qui les pousse à prendre la décision radicale de fuir leur pays et de partir chercher refuge ailleurs.

Malheureusement, ils sont souvent accueillis par la même intolérance. Dans certains pays, les mots «demandeur d'asile» et «réfugié» ont cessé d'être associés aux notions de compassion et de respect ; ils inspirent désormais méfiance et mépris. Le système d'asile est, quant à lui, devenu une cible facile pour les personnes souhaitant exprimer une opinion raciste ou xénophobe.



© AFP/NEWSPIX/DPZ/ALUS-2005

© GLOBALWARE.ORG/C. JUNGEBLODT/DPZ/DEU-1992

## De nombreuses sociétés ont un sens développé de l'hospitalité... mais elles portent souvent en elles une peur instinctive à l'égard de ce qui leur est étranger. Et si la peur l'emporte sur l'hospitalité, gare aux réfugiés.

**En décembre dernier, les tensions latentes qui régnaient dans plusieurs banlieues de la côte australienne ont volé en éclat. De violentes attaques à caractère raciste ont été perpétrées par des jeunes de diverses origines habitant les quartiers.**

Pourtant, au lieu de s'attaquer directement au problème – ou même d'admettre qu'il existe – les gouvernements concernés, le public et les médias ont tendance à en rendre responsables les victimes elles-mêmes.

Il est vrai que, dans certains pays industrialisés, le lobby anti-asile a été considérablement renforcé par des événements extérieurs, tels que les attaques terroristes spectaculaires perpétrées par des groupes affiliés à Al-Qaïda à New York, Bali, Madrid et Londres; la décapitation d'otages en Iraq; les émeutes et les attaques contre plusieurs ambassades au Moyen-Orient et les vociférations de prédicateurs extrémistes dans les pays européens.

Les fanatiques de tous bords prennent pour norme leurs homologues extrémistes des autres cultures et se servent d'eux pour justifier leur propre comportement.

### LA LIBERTÉ DE DIFFAMER

DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, établir la limite entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas est une tâche particulièrement délicate, comme l'ont démontré trois procès qui se sont tenus en février dernier.

Le premier concernait deux dirigeants du *British National Party* qui avaient été filmés tenant des propos haineux contre les musulmans et les asiatiques et comparant les demandeurs d'asile à des «cafards». Ils ont été acquittés de six des 12 accusations d'incitation à la haine raciale qui pesaient contre eux, les jurés ne parvenant pas à se

mettre d'accord sur un verdict pour les charges restantes.

Quelques jours plus tard, le fameux prédicateur londonien Abou Hamza al-Masri était incarcéré après avoir été condamné pour incitation au meurtre (peine de sept ans) et pour incitation à la haine raciale (trois peines de 21 mois chacune). Quelques semaines plus tard, en Autriche, l'universitaire David Irving était condamné à trois ans d'emprisonnement pour avoir nié l'Holocauste lors d'un discours, 17 ans auparavant.

Au même moment, le monde entier était secoué par une gigantesque controverse sur la liberté d'expression – et une vague de manifestations violentes embrasait le Moyen-Orient – suite à la publication de caricatures danoises considérées, par de nombreux musulmans, comme particulièrement insultantes à l'égard de leur religion.

La liberté d'expression englobe-t-elle la liberté de déformer, de diffamer, de mentir ou d'avilir? Jusqu'à un certain point. Pouvez-vous dire tout ce que vous voulez à propos de n'importe qui ou de n'importe quoi? La réponse est non.

Chaque pays diffère par ce qu'il autorise et ce qu'il interdit. Certains disposent d'une législation qui autorise les poursuites individuelles pour diffamation ou calomnie. D'autres ont adopté des lois interdisant la haine raciale et parfois la haine religieuse. Enfin, quelques-uns disposent d'une législation spécifique contre les personnes qui nient l'Holocauste ou prennent des mesures pour protéger des symboles nationaux, comme les drapeaux.

Mais vous pouvez – et beaucoup de gens ne s'en privent pas – dire plus ou moins tout ce qui vous plaît sur les demandeurs d'asile, de manière générale ou à titre individuel. Pratiquement aucun pays n'a légiféré pour interdire les diffamations contre les demandeurs d'asile. Ils n'appartiennent pas à une seule et unique race ou religion. C'est d'ailleurs sur cette base que les dirigeants du *British National Party* ont établi leur ligne de défense et récusé l'accusation qui pesait contre eux suite à l'emploi du mot «cafard».

Les personnes ayant pris part à la machine de propagande nazie dans les années 30 ou ayant participé, soixante ans plus tard, à la production écrite ou radio lors du génocide rwandais ont été condamnées par des tribunaux internationaux. Mais ces condamnations ont été prononcées pour incitation à commettre des crimes contre l'humanité ou des actes de génocide, et non pour incitation à la haine raciale en tant que telle.

A un degré moindre, engager des poursuites et obtenir des condamnations devient encore plus difficile. Au Rwanda, qualifier les Tutsis de «cafards» était une invitation sans détour à les écraser. Des appels au meurtre plus directs ont aussi été lancés par les animateurs de la célèbre *Radio des Mille Collines*.

Les dirigeants du *British National Party* peuvent argumenter qu'ils n'ont jamais directement appelé au meurtre – à la différence d'Abou Hamza al-Masri. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a été condamné à sept ans d'emprisonnement et pas eux. Et pourtant, que font la plupart des gens lorsqu'ils voient un cafard?

La relation entre les hommes politiques, les citoyens et les médias est bien connue pour sa complexité mais lorsqu'un cercle vicieux les emporte, une spirale infernale vers l'anarchie et la violence peut tout dévaster sur son passage.

La Côte d'Ivoire l'a démontré en 2002, lorsque ce pays, traditionnellement si accueillant envers les étrangers, a soudainement explosé dans un mouvement incontrôlable de violence xénophobe. Les réfugiés et les migrants ont été pourchassés et leurs maisons réduites en cendres. Le nombre de réfugiés tués lors de ces incidents reste inconnu mais il ne fait pas de doute qu'il y a eu mort d'hommes, comme l'indiquent les représentants de l'UNHCR.

Et en Yougoslavie – à de nombreux égards, le pays le plus libéré de l'ancien bloc communiste est-européen, avec des centaines de milliers de mariages mixtes et d'enfants issus de ces unions – il aura suffi d'une paire d'années à quelques démagogues pour détruire ce mélange de respect mutuel et de tolérance indispensable à la cohésion sociale. Une fois franchi le point de non-retour, le pays a sombré dans la barbarie et le génocide à un rythme effréné, forçant chaque personne à choisir son camp.

### RACISME SANS FRONTIÈRES

AU MOYEN-ORIENT, IL EXISTE UN VIEUX PROVERBE qui dit: «Moi contre mon frère, moi et mon frère contre

**Des jeunes attaquent un centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Rostock après qu'il ait été incendié par des militants d'extrême droite – l'un des incidents survenus en Allemagne dans les années 90. En réaction, des millions d'Allemands ont défilé dans les rues pour manifester contre le racisme et la xénophobie.**

mon cousin, moi, mon frère et mon cousin contre le reste du monde.» Cet adage reste malheureusement aussi vrai qu'à l'époque de sa formulation.

Aucune société n'est à l'abri du racisme. Des tensions émergent aisément entre groupes différents, qu'ils soient religieux, politiques et surtout ethniques ou «étrangers» d'une manière ou d'une autre. Ils symbolisent l'«autre». De nombreuses sociétés ont un sens développé de l'hospitalité dont bénéficient souvent les réfugiés. Mais, la plupart d'entre elles portent aussi en leur sein une défiance et une peur instinctives à l'égard de ce qui leur est étranger. Et si la peur l'emporte sur l'hospitalité, gare aux réfugiés.

Des chiffres stupéfiants ont été recueillis lors d'un sondage commandé par l'UNHCR à Moscou en 2002. Parmi les demandeurs d'asile afghans interrogés, 58% ont déclaré avoir été victimes d'attaques racistes au cours des douze derniers mois. Quelque 27% d'entre eux ont indiqué avoir été hospitalisés à la suite de ces incidents, pour une durée moyenne de vingt-deux jours, ce qui témoigne de la violence des blessures infligées. Dans 79% des cas, les assaillants ont eu recours à des «armes rudimentaires, le plus souvent des chaînes en métal, des battes de baseball, des cylindres de gaz et des bouteilles de bière». En 2001, une étude similaire avait montré une proportion encore plus importante – 77% – d'Africains déclarant avoir été victimes d'attaques racistes à Moscou au cours du mois précédant l'enquête.

Il en est de même en Ukraine, où un docteur rwandais a été battu à mort alors qu'il rentrait chez lui, à Vinnysya, au sud de Kiev, après avoir fêté la création d'une ONG locale pour les réfugiés dont il était le président. Des dizaines d'autres agressions contre des réfugiés ou des demandeurs d'asile ont été rapportées à la police ukrainienne au cours des dernières années. Pas un seul cas n'a été résolu.

En Croatie, une petite revue d'extrême droite a invité ses lecteurs à chercher les «bars et les clubs homosexuels, les communautés serbes orthodoxes, les restaurants chinois, les petits magasins de glace et autres boutiques tenus par des étrangers». Parmi les récompenses attribuées aux personnes fournissant ces adresses figuraient une authentique cagoule du *Ku Klux Klan*, un cocktail *Molotov* et une batte de baseball. Le reste de la revue écartait toute possibilité d'équivoque; il ne s'agissait en rien d'une dénonciation satirique.

A Malte, un Erythréen a été suivi par une voiture blanche. Arrivés à sa hauteur, deux hommes en sont descendus pour lui demander du feu avant de le frapper au visage, lui causant de multiples fractures à la mâchoire. La victime tentant de fuir vers une station de police, la même voiture lui a barré la route. Evitant une bouteille qui le visait à la tête, le jeune Africain a finalement réussi à se cacher entre deux véhicules garés à proximité. Ses agresseurs ont continué à le chercher le long de la route pendant un moment, avant d'abandonner.

A travers toute la Méditerranée, les migrants et les réfugiés venus du sud du Sahara – parmi lesquels les Soudanais en Egypte et les Ouest-Africains dans d'autres pays d'Afrique du Nord – sont fréquemment l'objet d'agressions, de mauvais traitements, de discrimination



et d'exploitation de la part des populations locales. Ces éléments semblent avoir joué un rôle dans la succession d'événements qui s'est terminée en décembre 2005 par une confrontation entre la police du Caire et des manifestants soudanais. Ces incidents ont fait plusieurs morts. Beaucoup de Soudanais qui se trouvent en Egypte citent les mauvais traitements que leur infligent les habitants comme l'une des raisons pour lesquelles ils estiment nécessaire leur réinstallation dans d'autres pays – c'était d'ailleurs la principale revendication de cette manifestation.

En Iraq, les réfugiés palestiniens ont payé cher le traitement relativement favorable dont ils bénéficiaient sous le régime de Saddam Hussein. Plusieurs d'entre eux auraient été assassinés depuis sa chute en 2003.

Et, en Afrique du Sud, une foule qui manifestait, en août dernier, contre les autorités locales à Bothaville, dans la province du Free State, s'est attaquée à la petite communauté de réfugiés et de demandeurs d'asile somaliens, pillant dix de leurs échoppes et mettant le feu à deux d'entre elles.

Dans ce pays également, trois marins ukrainiens ont été accusés de meurtre car ils auraient sorti sept clandestins de leurs cachettes et les auraient forcés à sauter par-dessus bord, avant que leur bateau n'atteigne le port de Durban. Deux des sept Tanzaniens auraient péri noyés, les autres parvenant à rejoindre la côte à la nage. La police pense que les marins ont agi de la sorte parce qu'il incombe aux propriétaires des bateaux sur lesquels sont retrouvés les migrants illégaux de payer leur rapatriement.

Enfin, plus au sud, en Australie, un réfugié soudanais réinstallé à Toowoomba, à l'ouest de Brisbane, a raconté à un journaliste: «Les aborigènes d'ici me passent à tabac sans même que je sache pourquoi.»

**LES MESSAGES CONTRADICTOIRES DE L'UE**  
SELON UNE INSTITUTION DE L'UNION EUROPÉENNE, l'Observatoire Européen des Phénomènes Racistes et Xénophobes (EUMC), «la violence raciste... demeure malheureusement un problème courant et persistant dans la majo-

rité des Etats membres de l'Union européenne». Une étude de l'EUMC montre que les pays disposant des meilleurs systèmes de collecte de données sur les violences racistes sont aussi ceux dont les statistiques en la matière sont les plus élevées. Ils sont souvent perçus comme les pays les plus touchés par le racisme, ce qui ne reflète pas nécessairement la réalité.

Au Royaume-Uni, par exemple, un système très complet a été mis en place – bien qu'il ne répertorie pas les crimes commis contre les demandeurs d'asile et les réfugiés dans une catégorie spécifique. En 2004, ce pays a enregistré 35 022 incidents racistes et xénophobes, dont 4 840 ont abouti à des blessures. En 2003, l'Allemagne – bien qu'elle établisse ses rapports sur des bases plus strictes – recensait 11 576 incidents perpétrés par l'extrême droite pour des motifs d'ordre politique, dont 2 431 à caractère xénophobe (et 465 cas qualifiés de violents).

La Grèce arrive régulièrement au premier rang ou dans le peloton de tête des sondages de l'EUMC sur les

**Une manifestation organisée dans le cadre de la campagne *Torches de la Tolérance*, à l'occasion du lancement de la Conférence mondiale contre le racisme qui s'est tenue en 2001 à Durban, en Afrique du Sud.**

**Le glissement se fait facilement des chiffres (trop élevés) et des stéréotypes négatifs (faux, criminels, fraudeurs) à la déshumanisation et à l'émergence d'idées préconçues.**



attitudes négatives. Par exemple, en 2003, 87% des Grecs se décrivaient comme hostiles aux immigrants et 77% à la diversité. Pourtant, la Grèce, tout comme l'Espagne, l'Italie et le Portugal, ne collecte pas de données spécifiques sur les violences et les crimes à caractère raciste.

En fait, les statistiques recueillies sur les violences de ce type sont souvent insuffisantes et peu fiables. De plus, même au sein de l'Union européenne, il n'existe pas de système unique de collecte de données.

Même les pays qui disposent des données les plus complètes souffrent de sévères lacunes. Par exemple, la plupart des informations recueillies concernent les étrangers en général (incluant donc les demandeurs d'asile, qui font rarement l'objet d'un traitement séparé). De fait, les expériences des nationaux qui font partie de minorités ethniques sont, selon l'EUMC, «exclues de la collecte des données de justice pénale dans la quasi-totalité des Etats membres de l'UE». Ces problèmes de recherche s'ajoutent au fait que la plupart des Etats membres de l'UE ne disposent d'aucune définition légale de la «violence raciste».

Dans son rapport annuel pour 2005, l'EUMC a montré que les Etats de l'Union envoyaient des messages contradictoires : «Bien que les Etats membres aient adopté une législation garantissant une meilleure protection des minorités ethniques et raciales et des populations d'origine étrangère en vertu des directives communautaires, certains d'entre eux ont également adopté d'autres mesures législatives visant à restreindre certains droits et possibilités pour les migrants et les minorités...»

«Dans certains Etats membres ainsi que certains secteurs, il y a un réel besoin économique d'augmentation de la main d'œuvre, que les immigrants pourraient en partie soulager, indique ce rapport. Pourtant, certains Etats membres restreignent l'accès au marché du travail des réfugiés et

demandeurs d'asile, ou envoient au travers de leur législation des messages faisant penser que les immigrants ne sont pas les bienvenus, pour des raisons d'ailleurs plus politiques qu'économiques. Un autre «message mixte» peut être généré par des politiques d'immigration en parallèle de celle contre la discrimination.»

### MAUVAISE CIBLE ?

«UNE LÉGISLATION SUR L'ASILE PLUS RESTRICTIVE rassure-t-elle les citoyens et réduit-elle leur racisme ou, au contraire, nourrit-elle le racisme existant et tend-elle à le justifier ?» interroge Niklaus Steiner du Centre d'études internationales de l'Université de Caroline du Nord, dans son analyse des débats sur les réfugiés qui ont eu lieu en Allemagne, au Royaume-Uni et en Suisse dans les années 90.

Etant donné la quantité de nouvelles lois sur l'immigration et sur l'asile adoptées au cours des dernières années, il semble que les gouvernements et les parlements européens soient plutôt convaincus par la première hypothèse. Pourtant, de nombreux universitaires et chercheurs sont persuadés du contraire : céder aux pressions populistes ou nationalistes en prenant des mesures restrictives à l'égard des étrangers – dont les demandeurs d'asile constituent sans doute la catégorie la plus vulnérable – au lieu de combattre ces tendances populistes et nationalistes ne fait que les renforcer, y compris l'extrême droite.

En d'autres termes, un cercle vicieux s'instaure, le racisme et la xénophobie devenant des problèmes dont il est possible de tirer sans cesse un profit politique. De telles mesures ont un impact sur les demandeurs d'asile et sur les réfugiés reconnus en tant que tels, les immigrants légaux et même les citoyens d'origine étrangère. En allant un peu plus loin, des pans entiers de la population sont mis à l'écart, ouvrant la voie à des problèmes d'ordre et de sécurité, ce qui fera bien entendu le jeu des mêmes populistes et nationalistes réclamant de nouvelles restrictions, et ainsi de suite.

De même que les brutes racistes ne font aucune distinction entre réfugiés, étrangers et certains de leurs compatriotes, un nombre croissant de mesures punitives prises dans le cadre des lois de plus en plus strictes sur l'asile ne différencient pas les réfugiés des migrants économiques. Leur seul objectif est d'empêcher les gens d'entrer et de faire baisser les chiffres pour calmer les tensions politiques autour de cette question.

### DISTORSION DE CHIFFRES

OR, CES CHIFFRES ONT CONSIDÉRABLEMENT DIMINUÉ. Dans l'ensemble des pays industrialisés, le nombre de demandeurs d'asile a baissé de moitié depuis 2001. Il est maintenant à son plus bas niveau depuis 1987. Cette tendance semble logique; elle va de pair avec la réduction globale du nombre de réfugiés, qui n'a jamais été aussi faible depuis un quart de siècle.

Le ballet des chiffres de l'asile n'a pourtant rien de rationnel. Dans certains pays européens, le nombre de demandeurs d'asile était particulièrement élevé au début et à la fin des années 90 – ce qui n'est guère surprenant puisque les principaux conflits avaient lieu sur le vieux continent. Après les réfugiés venus des Balkans, les Afghans et les Iraquiens sont devenus les deux principaux

«C'est une chose que de déplorer la persistance de préjugés, mais faire quelque chose pour les éliminer en est une autre. Trop souvent, face au racisme et au nihilisme, les dirigeants politiques, les gouvernements et les citoyens ordinaires restent silencieux ou complaisants. Une telle passivité ne doit en aucun cas passer pour de la tolérance. Il s'agit plutôt de complicité, car une telle attitude encourage l'intolérance et laisse ses victimes sans défense.»

– KOFI ANNAN

groupes – des individus ayant perdu espoir, après des années de guerre et de répression dans leurs pays d'origine.

Dans les sociétés où le débat politique était le plus houleux, ces informations – qui expliquent, au moins en partie, ces chiffres élevés – ont rarement été diffusées.

Les statistiques sont, au contraire, devenues la principale source de désinformation sur l'asile. Les habitudes prises par la presse populaire britannique sont décrites plus en détail en page 16. On peut cependant remarquer que cet énorme volume de reportages hostiles aux demandeurs d'asile se base sur la manipulation de statistiques et s'accompagne d'un refrain lancinant, né dans les années 90 – refrain d'ailleurs devenu une partie intégrante du discours de ces médias, mais aussi des hommes politiques et du citoyen ordinaire : «la majorité d'entre eux sont des fraudeurs.»

Cette affirmation, répétée à l'envi, ne se fonde pas seulement sur des chiffres inexacts (selon lesquels «seuls environ 10% des demandeurs d'asile seraient reconnus comme réfugiés»), mais aussi sur une interprétation erronée du taux de reconnaissance du statut de réfugié.

Ces 10% ne représentent en effet qu'une proportion approximative des demandeurs d'asile reconnus comme réfugiés lors de la procédure initiale de détermination du statut – connue sous le nom de procédure de première instance. Ce pourcentage ne prend en compte ni la qualité ni la profondeur de l'analyse des dossiers. De plus, il exclut les demandeurs d'asile qui obtiennent gain de cause en appel.

Les personnes qui n'obtiennent pas le statut de réfugié mais ont le droit de rester dans le pays qui les accueille pour des raisons humanitaires, comme par exemple celles qui fuient la guerre ou la violence généralisée, sont, elles aussi, ignorées. A titre de comparaison, cela équivaut à compter les criminels sur la base du nombre de personnes accusées de crimes, plutôt que d'utiliser le nombre de personnes condamnées (encore un piège statistique utilisé pour montrer que les demandeurs d'asile ont une large propension à la criminalité).

En prenant en compte les appels ayant abouti et les personnes au bénéfice d'un statut humanitaire (ou du droit exceptionnel de rester sur le territoire, pour utiliser la terminologie employée au Royaume-Uni), le taux de reconnaissance des demandeurs d'asile au Royaume-Uni se situe plutôt dans la tranche des 30 à 50%. Est-ce que cela signifie pour autant que la «majorité» d'entre eux – si ce n'est la «vaste majorité» – sont des fraudeurs ?

Le terme «fraudeur» est lourd de sens. Dans ce contexte, il laisse entendre que toute personne n'ayant pas été reconnue comme réfugiée tente délibérément d'abuser du système.

Evidemment, ce n'est pas le cas.

Globalement, les demandeurs d'asile peuvent être répartis en trois groupes : les réfugiés, ceux qui savent très bien qu'ils ne sont pas des réfugiés (et que l'on peut considérer à juste titre comme abusant du système) et ceux qui se trouvent dans une situation intermédiaire.

Les personnes qui appartiennent à cette dernière catégorie viennent de pays qui produisent de nombreux réfugiés, comme l'Iraq, l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, le Soudan et la Somalie. Ces individus n'entrent peut-être pas dans la définition du réfugié telle qu'elle a été établie par la Convention des Nations Unies de 1951 sur les réfugiés mais leurs pays sont bel et bien dévastés par la guerre, l'anarchie ou sous la coupe de dictateurs bien connus, comme Saddam Hussein ou les talibans. On peut donc comprendre pourquoi ces gens se considèrent comme des réfugiés. Ils peuvent être renvoyés dans leurs pays, si une telle chose s'avère techniquement réalisable ou moralement acceptable, mais, en aucun cas, ils ne devraient être traités de «fraudeurs».

Et pourtant, c'est bien ainsi qu'ils sont considérés, pas seulement au Royaume-Uni, mais dans beaucoup d'autres pays. Les médias les qualifient de fraudeurs, les politiciens les appellent des fraudeurs et, de manière assez compréhensible, le public a commencé à croire qu'ils étaient des fraudeurs.

Le glissement se fait facilement des chiffres (trop élevés) et des stéréotypes négatifs (faux, criminels, fraudeurs) à la déshumanisation et à l'émergence d'idées préconçues. Les recherches conduites en la matière ont maintes fois démontré que ce sont les personnes n'ayant jamais rencontré de demandeur d'asile et ou d'«étranger» qui éprouvent la plus faible tolérance à leur égard.

De nombreuses études ont aussi confirmé que les comportements hostiles et les abus physiques contre les demandeurs d'asile et les réfugiés sont – pour citer l'une d'elles – «plus probables lorsque les images négatives véhiculées par les médias se combinent à des problèmes locaux dus à l'insuffisance de services, comme la santé ou le logement, pour lesquels s'instaure une compétition».

Lorsque la spirale d'intolérance se déclenche, s'accélère et infiltre le système de l'asile dans son entier, de haut (ministres définissant les orientations politiques) en bas (officiers de l'immigration et gardes-frontières), les médias ne constituent plus qu'un des éléments de l'équation. Le citoyen ordinaire porte également sa part de responsabilité. L'opinion publique peut pousser les hommes politiques à changer de discours ou les encourager à entonner toujours plus fort leur refrain d'intolérance.

Mais, au final, lorsqu'il s'agit de combattre l'intolérance, l'action gouvernementale prime sur tout le reste. ■

L'affiche noir et blanc (en haut à gauche) a été produite par la branche locale d'un parti politique suisse et dit :

«Nous, les Suisses, nous devenons de vrais nègres !

• Des milliards pour les touristes de l'asile...

• Sympas avec les criminels...

• Des milliards pour les rêveurs de l'UE...

• Tout le monde peut devenir citoyen...

Maintenant, ça suffit.»

L'affiche couleur (en bas à gauche) fait partie d'une série de posters diffusée à travers toute la Suisse sur le même sujet.



# Des mots et des images

PAR RUPERT COLVILLE

## L'Australie face à un raz-de-marée

«Le terme de "camp de concentration" est-il vraiment approprié pour décrire ces anciens logements de mineurs rénovés, avec air conditionné, bibliothèques, salles de classe, machines à laver, téléviseurs, ordinateurs et dont les occupants reçoivent une nourriture de qualité, adaptée à leur culture, y compris des repas halal et végétariens ?» demandait une journaliste australienne en juin 2001. Elle évoquait le centre de détention de Woomera, situé au fin fond de la campagne australienne.

Cette question marquait le coup d'envoi d'un article, véritable morceau d'anthologie par la somme d'idées préconçues, de mythes et de fausses vérités accumulées en 739 mots.

«Est-il "inhumain" de détenir dans de tels centres, aux frais du contribuable, pour un coût de 100 dollars par personne et par jour, des *boat people* et autres demandeurs d'asile entrés illégalement en Australie, le temps d'établir s'ils sont d'authentiques réfugiés ou de simples menteurs ? poursuivait-elle. Est-ce faire preuve de "racisme" que de ne pas accorder massivement de visas à d'anciens soldats iraqiens et afghans soupçonnés d'atrocités ? Oui, ça l'est, du moins selon les prêchiers de bonne parole qui nous font la morale.»

Comme de nombreux chroniqueurs de cet acabit, l'une des stratégies préférées de l'auteur de cet article consiste à fabriquer des épouvantails pour mieux les piétiner ensuite. Par un glissement subtil, elle passe de la critique des demandeurs d'asile à celle des personnes qui les soutiennent – et inversement :

«Nous ne sommes pas surpris d'apprendre que les 1500 personnes qui ont manifesté la semaine dernière contre le centre de détention de Villawood appartiennent toutes

à la même coalition de socialistes, d'anarchistes, d'étudiants, de syndicalistes, de verts et de personnes crédules... Certaines rumeurs évoquent même une campagne de déstabilisation menée par des agitateurs extérieurs dans le but d'encourager la violence dans les centres.»

Le thème de la menace physique que représentent les demandeurs d'asile détenus est aussi largement développé : «A l'intérieur des centres, certaines protestations prennent une tournure inquiétante, indiquent certaines sources. Lors d'une descente à Port Hedland le mois dernier, la police a découvert des armes ; elle aurait même mis la main sur un garrot fait à partir d'une corde de guitare...»

Puis, on enchaîne par une succession de stéréotypes. Tout d'abord, les demandeurs d'asile gaspillent l'argent du lecteur. «Du fait de ces émeutes, 20 millions de dollars ont été dépensés en neuf mois pour renforcer la sécurité, amenant à 250 millions la somme versée par les contribuables pour ces centres de détention en l'espace de dix-huit mois.»

On vous explique ensuite que l'Australie est menacée d'invasion : «La vérité, c'est qu'avec 22 millions de réfugiés dans le monde, aucune nation ne peut plus se permettre une politique de libre accueil.» Au début 2001, l'Australie se situait au 32<sup>e</sup> rang mondial par la taille de sa population réfugiée et recevait quelque 12 400 demandeurs d'asile par an – soit un peu plus que l'Irlande et moitié moins que la Belgique.

“

**Le langage politique est destiné à rendre vraisemblables les mensonges, respectables les meurtres, et à donner l'apparence de la solidité à ce qui n'est que vent.”**

– GEORGE ORWELL  
extrait de *Politics and the English Language*, 1946

Enfin, le coup de grâce – une avalanche d'accusations plus ou moins directes associant asile, crime et illégalité : «Au cours de la dernière année, 4 100 immigrants clandestins sont arrivés en Australie par bateau ou par avion... Près de la moitié d'entre eux ne disposaient d'aucun document ou que de faux papiers d'identité... La plupart des personnes qui se trouvent actuellement en détention ont versé près de 10 000 dollars à des trafiquants. Ces derniers leur racontent qu'une fois en Australie, il y aura des appartements et la sécurité sociale pour tous... Vous pourriez argumenter que l'ingéniosité dont font preuve ces

resquilleurs leur confère quelque qualité, mais notre soutien va aux gens qui attendent patiemment leur tour dans des camps de réfugiés sordides à l'étranger...

aucun sentiment ne s'épuise plus vite que la compassion lorsque l'on a l'impression d'y être amené par la ruse, à coup d'exagérations et de mensonges.»

Dans certains pays, les lecteurs seraient scandalisés par un tel article et ses généralisations abusives, qui ne servent qu'à diaboliser des groupes entiers de personnes – les demandeurs d'asile en général, mais aussi les Afghans et les Iraquiens, réduits au rang d'«anciens soldats... soupçonnés d'atrocités». En Australie, ce texte n'a suscité quasiment aucune réaction. Cela vient sans doute du fait que – même si le style excessif de l'auteur est à la limite de ce qui est acceptable dans la presse écrite (quoique modéré, en comparaison avec celui employé par certains présentateurs de débats radiophoniques) – les idées qu'il défend sont désormais profondément ancrées dans l'opinion populaire et quotidiennement reprises par les hommes politiques.

Quatre mois plus tard, l'Australie prenait une part active à l'offensive pour renverser le régime des taliban et, une année et demi après, à la guerre contre Saddam Hussein. Les régimes au pouvoir en Afghanistan et en Iraq étaient donc assez mauvais pour être combattus – mais pas suffisamment pour que les hommes politiques, les médias ou l'opinion publique soutiennent les personnes cherchant à leur échapper.

### ...OU À UN FILET D'EAU ?

PENDANT PLUSIEURS ANNÉES, LE PUBLIC AUSTRALIEN a été bombardé de déclarations politiques et de commentaires médiatiques suggérant que le pays était face à un «raz-de-marée» ou à une «invasion» de demandeurs d'asile. Inlassablement, on a répété aux Australiens que ceux qui arrivaient par leurs propres moyens étaient des «clandestins» (ce qui est inexact selon le droit international) et des «resquilleurs» (les «vrais» réfugiés attendant patiemment à l'étranger d'obtenir leur réinstallation).

En septembre 2002, l'UNHCR a effectué une enquête succincte sur Internet portant sur les principaux journaux australiens et quelques gazettes régionales. Ce sondage a révélé qu'au cours des deux années précédentes, quelque 631 articles comprenant les mots «Australie», «asile» et «raz-de-marée» avaient été écrits. A quelques rares exceptions, la majorité d'entre eux suggérait que l'Australie recevait un nombre extraordinairement élevé de demandeurs d'asile. Ces articles étaient souvent illustrés par des photos de bateaux surchargés. La couverture télévisée étant du même registre, l'idée d'une «invasion» s'en est trouvée considérablement renforcée.

Pourtant, le nombre de demandeurs d'asile que reçoit l'Australie est bien loin de s'apparenter à un raz-de-marée.

Dans une tentative pour lutter contre ces préjugés, l'UNHCR déclarait en juillet 2001 : «Par rapport aux chiffres globaux, le nombre de personnes arrivant en Australie reste peu élevé ; comparés à ceux de la plupart des pays européens, ces chiffres relèvent plus du filet d'eau que de la marée humaine ou de l'invasion annoncées. Par rapport aux pays en voie de développement très pauvres qui reçoivent des centaines de milliers, voire des millions de réfugiés, les arrivées en Australie, moins de 10 000 par an, sont vraiment faibles.»

En Australie, la majorité des médias – à quelques exceptions notables – a réagi lentement au battage sur l'asile. Mais, lorsqu'ils ont compris que cette soi-disant marée n'était que mirage, qu'il n'y avait pas de fraude massive et que le régime de détention obligatoire imposé par leur pays était l'un des plus stricts du monde industrialisé, de nombreux journalistes australiens ont abordé le thème de l'asile sous un angle différent.

Le débat australien sur l'asile a aujourd'hui beaucoup perdu de son intensité, fruit des années passées par les ONG et les universitaires à déconstruire lentement mais inlassablement tous les stéréotypes échafaudés. A partir de la fin 2002, des mots tels que «raz-de-marée» et «resquilleurs» ont été de moins en moins utilisés par les médias australiens. Pendant un temps, ils sont quand même assez souvent réapparus dans les courriers des lecteurs, ce qui tend à confirmer combien cette terminologie s'était enracinée dans l'opinion publique.

Le temps passant, des récits positifs sur les réfugiés ont commencé à émerger dans la presse. Par exemple, des employeurs ont manifesté leur admiration pour le dur labeur accompli par les réfugiés travaillant dans leurs champs. Ces derniers ont ainsi pu apparaître sous un jour nouveau, comme des braves gens, et non plus comme des fauteurs de trouble potentiels.

En 2003, le centre de détention de Woomera a été fermé. Cette mesure a été suivie par d'autres changements positifs dans la politique australienne d'asile. Ainsi, en juin 2005, les familles avec enfants ont-elles été autorisées à vivre hors des centres de détention. En mars 2006, une enquête sénatoriale sur la gestion et la mise en œuvre de la loi sur l'immigration a également recommandé l'adoption d'une série de mesures pour améliorer le système en vigueur, et notamment la limitation de la période obligatoire de détention des demandeurs d'asile à 90 jours.



Au cours des cinq dernières années, des centaines de couvertures comme celles-ci ont été publiées dans la presse populaire britannique.

Le nombre de demandeurs d'asile arrivant chaque année en Australie a chuté à 3200 – soit seulement un pour cent des 335 000 personnes qui partent chercher refuge tous les ans dans 50 pays.

Une situation plus éloignée que jamais d'un raz-démarée.

**LA «FOLIE DE L'ASILE» AU ROYAUME-UNI**

UNE MAJEURE PARTIE DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE de l'asile et de l'immigration à caractère péjoratif ou inexact peut être mise sur le compte de la complexité de ces questions. La terminologie employée par certains hommes politiques et leur volonté affichée de manipuler ces thèmes avec l'espoir d'en tirer un profit électoral jouent également un rôle important dans ce phénomène. En outre, les médias omettent souvent de vérifier les informations, les chiffres et les interprétations qu'ils recueillent. Enfin, le lobby pro-réfugié devrait réagir plus rapidement et plus efficacement lorsque de nouveaux préjugés voient le jour.

Il est toujours possible de combattre le manque d'informations précises et de rigueur chez les journalistes et les rédacteurs en chef peu méticuleux. La tâche est beaucoup plus ardue lorsqu'un média poursuit un agenda spécifique dans l'ensemble de sa production, pas simplement dans ses éditoriaux et ses billets d'opinion, mais aussi dans ses actualités.

Quatre des cinq quotidiens populaires nationaux du Royaume-Uni – représentant un lectorat global de plus de 17 millions de personnes, soit près du tiers de la population – sont remplis de «nouvelles» sur les demandeurs d'asile qui relèvent moins de l'information que d'un plaidoyer en boucle contre l'asile.

Au cours des cinq dernières années, des centaines de couvertures enflammées et de doubles pages aux titres ravageurs ont été produites par ces quatre journaux. Par contre, les articles décrivant de manière honnête ou bienveillante un demandeur d'asile ou un réfugié se comptent sur les doigts d'une main.

Une recherche sur la presse montre que *The Sun*, le *Daily Mail*, le *Daily Express*, le *Daily Star* et leurs trois confrères du dimanche – *News of the World*, *Mail on Sunday* et *Express on Sunday* – ont produit le chiffre impressionnant de 8163 articles portant mention du mot «demandeur d'asile» entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Même si les résultats de cette recherche contiennent quelques inexactitudes et répétitions, ils portent un éclairage intéressant sur la façon dont ces quotidiens populaires traitent des thèmes de l'asile et de l'immigration.

La confusion des termes est un élément central de leur stratégie. Ainsi utilisent-ils indistinctement les mots «demandeur d'asile» et «immigrant» (sur une période de cinq ans, 1427 articles parus dans ces journaux contenaient les deux mots). Au cours de la même période, les mots «demandeur d'asile», «immigrant» et «réfugié» ont été employés de manière interchangeable dans 575 articles de ces mêmes quotidiens. Ils ont aussi eu recours à des expressions erronées ou trompeuses, telles que «demandeurs d'asile

illégaux» ou «réfugiés clandestins». Par voie de conséquence, ces diverses catégories ont toutes été assimilées à un seul et même groupe : les étrangers (sans oublier les «gitan»). En cinq ans, le terme de «faux demandeurs d'asile» est apparu 713 fois dans sept journaux populaires britanniques et celui de «fraude à l'asile» 188 fois. Les mots «criminel» et «demandeur d'asile» ont été employés dans un même article à 538 reprises; et ceux de «crime» et «asile» sont apparus ensemble 945 fois (dans 375 cas, séparés par cinq mots maximum). Par ailleurs, 50 histoires ont associé demandeur d'asile et viol – y compris au travers de titres tels que «Le réfugié, violeur en série», «Monstre migrant» et «Le sale jeu de l'Iraquien violeur».

«Asile» et «folie» ont été conjointement cités 271 fois, dont 141 par *The Sun* qui, mena, au début 2003, une campagne intitulée «Mettre un terme à la folie de l'asile». Selon ce journal, 839 000 de ses lecteurs ont découpé les bulletins-réponses qui accompagnaient une série d'articles destinés à illustrer, pendant des semaines, la soi-disant «folie de l'asile». Des sacs entiers de coupons étaient régulièrement amenés au Ministère de l'intérieur, qui est en charge de l'asile et de l'immigration, sous les flashes du *Sun*. Quelques semaines plus tard, le journal affirmait que plus d'un million de lecteurs avaient rejoint sa campagne et annonçait au gouvernement, sur un ton proche de la menace, que «le compte à rebours avait commencé».

Même si de nombreuses recherches ont été conduites sur la couverture de l'asile par la presse britannique, tout un pan d'articles hostiles à l'asile, de chroniques, de dessins et même de commentaires ironiques dans les rubriques sportives n'a jamais été répertorié, ni même dénoncé.

Néanmoins, le fait qu'en 2003, sur une période de trente et un jours, le *Daily Express* ait, à 22 reprises, consacré sa couverture à des récits hostiles aux demandeurs d'asile ou aux réfugiés illustre bien l'intensité de ce lynchage médiatique.

**LE JEU DE LA DIFFAMATION**

PEU DE GENS LISENT PLUS D'UN JOURNAL PAR JOUR. Rares sont donc les personnes qui ont pleinement conscience de l'intensité qu'a pris cette guerre contre l'asile. La Grande-Bretagne a été surnommée «capitale mondiale de l'asile» et les demandeurs d'asile assimilés à des criminels ou à des terroristes. Ils ont été dépeints comme des porteurs du virus HIV/SIDA et de la tuberculose. Ils ont été accusés de violer les Anglaises et d'écraser leurs enfants. Ils ont même été critiqués pour avoir pillé les rivières et mangé les cygnes et les ânes de leur pays d'accueil.

L'Etat britannique a, quant à lui, été accusé de loger ces individus dans des hôtels luxueux, de leur offrir des téléphones portables, de leur accorder d'énormes prestations sociales et même de leur payer des cours de golf et de cuisine. Il faudrait un hall d'exposition pour afficher la collection complète d'articles contre les demandeurs d'asile, les migrants et les gitans – les journaux populaires anglais préférant, bien évidemment, le terme «gitan» à celui de «rom».

Ces textes faisant le plus souvent référence à des sources policières anonymes, certains d'entre eux – comme l'a clairement indiqué la police – ont été dénoncés pour supercherie. Tel est le cas de cet article du *Sun* sur des demandeurs d'asile est-européens mis en cause pour avoir

Titres de gauche à droite :

- «Les terroristes sont tous des parasites de l'asile : la Grande-Bretagne leur donne refuge et, en retour, ils sèment la mort.»
- «Complot pour tuer Blair : des demandeurs d'asile munis d'équipements de haute technologie et de cartes arrêtés à 800 mètres de la demeure du Premier Ministre.»
- «La Fondation Diana paye pour les gitans et les demandeurs d'asile.»
- «Le scandale du demandeur d'asile tueur d'enfant.»
- «1,6 million de gitans commencent à affluer : Grande-Bretagne, nous voici ! Parce qu'ici tout le monde vit dans des grandes maisons, conduit des belles voitures et mange bien.»
- «Les demandeurs d'asile nous coûtent 1 milliard de livres chaque année.»
- «Un terroriste présumé sur 4 est un demandeur d'asile.»
- «Le commerce esclavagiste d'un demandeur d'asile en Grande-Bretagne lui rapporte 6 millions de livres.»



Les expressions racistes contre les demandeurs d'asile sont devenues monnaie courante.

—POLICE  
DU ROYAUME-UNI

mangé des cygnes et de celui du *Daily Star* sur des Soma-liens mangeurs d'ânes. Un article du *Daily Express* intitulé «COMLOT POUR TUER BLAIR : des demandeurs d'asile munis d'équipements de haute technologie et de cartes arrêtés à 800 mètres de la demeure du Premier Mi-nistre» a également été sévèrement critiqué par la police locale : «Laissez-moi vous dire que cette histoire est un tissu d'idioties. Nous en avions clairement informé le *Daily Express* lorsqu'il nous a interrogés...»

Une étude de l'*Information Centre about Asylum and Refugees in the UK* (ICAR) de juillet 2003 a montré que l'Anglais moyen, quoique conscient du sentiment négatif qu'attisent ces journaux, partageait globalement leur opi-nion et utilisait leur langage. Une autre recherche a per-mis de montrer que «les personnes interrogées... dans leurs conclusions sur les individus nouvellement arrivés dans leur communauté, répétaient les préjugés véhiculés par les médias sur l'instinct prédateur des demandeurs d'asile menaçant les femmes et les jeunes filles et sur les migrants économiques venant en Grande-Bretagne».

Sans surprise, une étude de l'Union européenne de 2005 plaçait le Royaume-Uni au second rang sur une liste de 30 pays européens en termes de «hostilité à l'égard des demandeurs d'asile». Au contraire, les citoyens britan-niques apparaissaient comme relativement tolérants sur



d'autres sujets, arrivant en 20<sup>e</sup> position pour leur «hosti-lité à la société multiculturelle» et en 16<sup>e</sup> place — sur 19— pour leur «hostilité à la diversité».

«Les mensonges véhiculés par la presse populaire ont empoisonné le débat public sur l'asile», déclarait Mike Jem-son, journaliste et directeur de *MediaWise*, une fondation consacrée aux questions déontologiques. «Les réfugiés n'ont pas la possibilité de s'exprimer donc le public n'ap-prend jamais les raisons pour lesquelles ces gens cherchent refuge ailleurs et ce qui peut être fait pour les aider.»

Les journaux populaires clament haut et fort leur in-dignation lorsqu'ils sont taxés de racisme ou accusés de se complaire dans une propagande rappelant celle du jour-nal nazi des années 30, *Der Stürmer*. Avec une dextérité remarquable, ils retournent à l'envoyeur toute critique qui leur est adressée : ils deviennent les défenseurs cou-rageux et opprimés d'une véritable croisade pour la «vérité». Leurs critiques, disent-ils, ne sont guidés que par un

sens exagéré du «politiquement correct» et tentent de re-treindre la liberté d'expression.

Peu leur importe qu'Article 19 — une organisation jus-tement consacrée à la défense de cette liberté — ait publié, en août 2003, un rapport cinglant décrivant «un mélange complexe de reportages inexacts, de statistiques non vé-rifiées, de termes mal choisis et d'images unidimension-nelles des demandeurs d'asile et des réfugiés vivant en Grande-Bretagne».

Des journalistes ont, à deux reprises, pris l'initiative très rare de porter plainte contre leur employeur, le *Daily Express*, devant la *Press Complaints Commission* (PCC) britannique. En août 2001, le syndicat du journal dénon-çait une «campagne prolongée contre les demandeurs d'asile en vue de faire augmenter les tirages». En janvier 2005, une deuxième plainte était déposée après la paru-tion de dizaines d'articles anti-rom, dont le plus marquant était intitulé «1,6 million de gitans commencent à affluer». Un journaliste anonyme cité par la *Press Gazette* indiquait qu'ils étaient «mis sous pression pour écrire des articles qu'ils estimaient être racistes et incendiaires». Les deux plaintes furent déboutées.

Les pressions exercées par des ONG, telles que le *Refugee Council* et le *MediaWise RAM Project*, ont finale-ment contraint le PCC à mettre en garde les rédacteurs

en chef contre l'emploi d'un langage inexact et trompeur.

Richard Ayre, le président d'Article 19, a expli-qué que leur objectif consistait «non à aseptiser ou à minimiser [la question de l'asile] mais à en obtenir un compte-rendu impartial et avéré. En nous communiquant les faits avec exactitude, les médias peuvent nous offrir un éclairage utile sur ce domaine très important de la politique publi-que. Mais si l'information diffusée est fausse, ils ne nous donnent pas les moyens de comprendre, ils cherchent seulement à nous influencer».

La police britannique semble du même avis. Dès 2001, l'association des officiers de police a pu-blié un guide des meilleures pratiques qui précise que «les expressions racistes contre les demandeurs d'asile semblent être entrées dans le langage courant et désor-mais admises, d'une manière qui serait absolument incon-cevable à l'égard de toute autre minorité».

Et c'est justement cette banalisation du racisme et de la xénophobie — un phénomène qui n'est en aucun cas réservé au Royaume-Uni — et cette manipulation de l'asile pour contourner les lois encadrant les relations raciales qui constituent l'effet le plus pervers de ces diffamations incessantes. ■



«Je suis victime de persécutions constantes — même ici, au Royaume-Uni.»

Sur la page de gauche : «Plus de demandeurs d'asile à Gosport.»

## Dépasser les montagnes de préjugés sur l'asile

En octobre 2003, la Fondation suisse contre le racisme et l'antisémitisme a lancé une série inédite de spots publi-citaires. L'un d'eux, diffusé sur les écrans de cinéma et dans les journaux, demandait : «Comment les Juifs

gagnent-ils leur argent ?» Une pause, suivie de la réponse : «En travaillant, comme tout le monde.» Une autre affiche questionnait : «D'où les Kosovars ont-ils leurs autoradios ?» Réponse : «Ils les achètent, comme tout le monde.» La troisième demandait ce «que font les Noirs à midi avec leur femme». Réponse : «Ils mangent, comme tout le monde.»

Lorsque ces affiches ont été publiées en Suisse, la campagne électorale en vue des prochaines législatives battait son plein et faisait la part belle aux débats sur les

demandeurs d'asile, les immigrants et leur soi-disant prédisposition à commettre toutes sortes de crimes.

Ces spots publicitaires ironiques ont été sujets à controverse, à certains égards davantage que les affiches xénophobes qu'ils tentaient de contrer (voir page 12). Certains commentateurs favorables à l'asile ont pensé que ces spots faisaient le jeu du camp adverse en maintenant les questions d'immigration sur le devant de la scène.

### UNE APPROCHE AUDACIEUSE

Un an plus tard, de l'autre côté des Alpes, en Autriche, l'UNHCR a suivi la même démarche, estimant qu'une approche «modérée» passerait inaperçue auprès d'une opinion publique déjà très sollicitée et fortement imprégnée de croyances hostiles — quoique largement infondées — aux demandeurs d'asile. L'agence onusienne a donc opté pour une formule plus audacieuse, espérant qu'elle amènerait la population à au moins envisager qu'une partie des propos tenus sur les demandeurs d'asile et les réfugiés puisse être fausse ou grandement exagérée.

C'est ainsi que par un beau matin de l'été 2004 les Autrichiens qui se rendaient à leur travail ont été confrontés à deux hommes étranges. Le premier avait un doigt qui lui traversait la tête, entrant par une oreille et sortant par l'autre. Le second semblait sur le point d'être coupé en deux par une fermeture éclair traversant son visage de haut en bas.

Ces deux personnages ont exhibé leur petit air narquois sur quelque 3100 panneaux d'affichage et 60 000 cartes postales gratuites distribuées dans des cafés et des bars. Des bannières ont également été diffusées sur Internet ainsi que sur les panneaux d'affichage électronique du métro viennois. Enfin, des T-shirts à leur effigie ont été imprimés.

Les légendes qui les accompagnaient ne laissaient aucun doute sur l'identité de ces individus suspects, des demandeurs d'asile s'amusant, comme à leur habitude, à abuser du système.

«Les demandeurs d'asile ne montrent jamais leur vrai visage» annonçait l'affiche à la fermeture éclair. «Les demandeurs d'asile préparent des coups tordus» indiquait l'autre.

Au bas des posters, un gros titre renvoyait au site autrichien de l'UNHCR pour découvrir «Tous les préjugés»,



l'agence y détaillant 12 des mythes les plus répandus sur l'asile et les réfugiés, accompagnés d'un commentaire court et pertinent expliquant en quoi ils étaient erronés.

Cette campagne a rencontré un

succès appréciable. Le nombre de visiteurs sur le site Internet de l'UNHCR a battu des records. Quant à la carte

postale élaborée à partir des affiches, elle a été élue «carte postale gratuite de l'année 2004» par un magazine viennois. La deuxième étape de cette campagne intitulée «La justice, plutôt que les préjugés» a été lancée à l'automne en s'appuyant sur les témoignages du Président fédéral Heinz Fischer, du célèbre scientifique autrichien Joseph Penninger et d'Hubert von Goisern, musicien de renommée internationale.

De plus, l'hebdomadaire *Die Furche* a réalisé une série de cinq articles sur le thème de la campagne, saluée par l'attribution à Wolfgang Machreich, son auteur, du prix médiatique le plus prestigieux d'Autriche.

Que cette campagne publicitaire, produite bénévolement par la société internationale Publicis, soit parvenue ou non à convaincre un grand nombre de personnes reste difficile à établir. Mais

il est certain qu'elle a contribué utilement au débat sur les mythes et les préjugés qui prévalent dans l'Autriche actuelle. Les échos de cette initiative résonnent aujourd'hui encore dans la presse et dans les déclarations publiques faites par les représentants officiels du gouvernement fédéral et des institutions locales.

On peut arguer que cette campagne a détruit un treizième mythe — celui selon lequel une campagne agressive et

**Ces spots publicitaires ironiques ont été sujets à controverse, davantage même que certaines affiches xénophobes.**

provocante en faveur de l'asile dérange les gens et est par conséquent vouée à l'échec, quel que soit son bien-fondé.

Roland Schoenbauer, qui a dirigé ce projet pour l'UNHCR, reste convaincu qu'il s'agissait du seul et unique moyen d'avoir un impact.

«Etant donné les discours politiques hostiles de l'époque et le manque de ressources financières pour mener une campagne massive, nous n'avions pas d'autre choix. Les messages positifs n'auraient servi à rien dans ce genre de contexte.»

# La Belgique fait le pari de la différence

PAR VANESSA SAENEN

**P**OUR CEUX QUI SONT LOIN de chez eux, les fêtes de fin d'année sont toujours synonymes de solitude et de nostalgie. De ce constat est née une initiative originale lancée par un journal local de la province belge du Limbourg, le *Het Belang van Limburg*.

Ce journal a proposé à ses lecteurs des 44 communes de la province de mettre en pratique la fameuse «hospitalité du Limbourg» en invitant chez eux des demandeurs d'asile pour le dîner de Noël. Au total, plus de 100 familles belges ont ainsi accueilli des étrangers qu'elles n'avaient jamais rencontrés. Leur nombre aurait même été plus élevé s'il y avait eu suffisamment de demandeurs d'asile pour se rendre chez toutes les personnes ayant répondu favorablement à l'appel du journal.

Ce projet était coordonné par Gert Reynders, rédacteur en chef du «Journal des bonnes nouvelles», le supplément de *Het Belang van Limburg* qui paraît chaque mardi. Convaincu qu'il relève «du devoir journalistique» de réduire le «degré incroyable d'ignorance» sur l'asile et les réfugiés, il a pensé que cette idée aiderait à lutter contre les propos négatifs, stéréotypes et autres images choquantes généralement utilisés pour aborder ce sujet.

Plusieurs de ses confrères ont consacré leur jour de Noël à couvrir l'événement, parcourant la province pour photographier les festivités et interviewer les invités et leurs hôtes. Ces récits ont été publiés dans l'édition suivante du «Journal des bonnes nouvelles».

Cette initiative a rencontré un franc succès. Selon Gert Reynders, plusieurs hôtes belges ont même écrit au journal pour «exprimer leur gratitude d'avoir pu rencontrer des demandeurs d'asile».



Des demandeurs d'asile et l'une des 100 familles belges qui les ont accueillis en 2005 pour le repas de Noël.

La province du Limbourg, qui partage une frontière avec l'Allemagne et les Pays-Bas, bénéficie d'une large expérience en matière migratoire. Dès la découverte des réserves de charbon en 1901 et jusque dans les années 70, des immigrants sont venus travailler dans les mines. D'ailleurs, le site Internet de la province s'enorgueillit toujours de son «or noir» et de son «caractère multicolore».

«La question de l'immigration nous étant familière, nous sommes plus ouverts que dans certaines grandes villes comme Anvers et Bruxelles, explique le journaliste. Nous étions presque certains que notre projet de Noël recevrait un accueil favorable.»

Le quotidien francophone belge *Le Soir* a, lui aussi, fait le pari de l'originalité pour aborder la question migratoire. Son édition dominicale a récemment publié le portrait de plusieurs sans-papiers qui occupaient une église de quartier afin d'obtenir leur régularisation.

Cette initiative a permis de donner un visage humain à ces «clandestins» et d'organiser un système de parrainage parmi les habitants du voisinage. Les portraits ont été affichés à l'entrée de l'église et dans certains magasins du quartier, par signe de solidarité. «En publiant leurs noms, leurs photos et leurs histoires, ces clandestins prennent un risque, écrit le journal. Mais ils agissent ainsi par dignité.»

## UNE DÉMARCHE POSITIVE

LA BELGIQUE D'AUJOURD'HUI EST UN véritable laboratoire du multiculturalisme. Dans cet Etat fédéral, le pouvoir est partagé entre plusieurs communautés linguistiques (hollandaise, française et allemande) et régions, dont la ville de Bruxelles. La Belgique fait partie des premiers Etats à avoir signé la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés. Bien que

le système d'asile belge ne soit pas exempt de problèmes, Judith Kumin, déléguée de l'UNHCR à Bruxelles, estime qu'il est «l'un des meilleurs d'Europe», citant notamment les «bons dispositifs d'accueil et un taux de reconnaissance soutenu».

Un tournant dans l'histoire récente de l'asile belge a été la mort tragique d'une demandeuse d'asile nigérienne déboutée. En 1998, Semira Adamu, 20 ans, est morte étouffée alors qu'elle tentait de résister à son expulsion. Cet événement a suscité une profonde remise en question – en particulier de la part des médias du pays.

A la différence de nombreux journaux d'autres pays européens, la presse belge est peu encline aux campagnes haineuses contre l'asile, égrainées d'un flot incessant d'histoires décrivant les demandeurs d'asile et les réfugiés comme des criminels et des parasites profitant du système de protection sociale.

Bien que le parti politique d'extrême droite *Vlaamse Belang* adopte un discours anti-immigration, Christian Dupont, le ministre du gouvernement fédéral chargé de l'intégration sociale, vante les mérites de la diversité. «Toutes les grandes nations ont accueilli des étrangers et œuvré pour qu'ils se sentent chez eux», a-t-il récemment déclaré lors d'une conférence paneuropéenne sur la migration.

Animée par cette même conviction, Fedasil – l'agence du Gouvernement belge chargée d'accueillir les demandeurs d'asile – a défini le respect mutuel comme l'un de ses objectifs prioritaires. Elle soutient donc activement les événements culturels et éducatifs qui peuvent aider les Belges et les demandeurs d'asile à mieux se comprendre. Elle a ainsi récemment produit un jeu éducatif «Chez Mo et co.», qui donne aux enfants un aperçu de la vie d'un deman-

deur d'asile dans les centres de réception.

Les projets de sensibilisation de Fedasil sont parfois sujets à controverse, telle cette exposition itinérante de photographies sur les réfugiés et les demandeurs d'asile qu'elle n'a pas été autorisée à présenter dans la toute nouvelle et prestigieuse bibliothèque principale d'Anvers. Le maire de la ville craignait que le projet ne ternisse l'image du quartier – qui accueille de nombreux réfugiés et clandestins – et a déclaré que, pour la première exposition de la bibliothèque, le thème proposé ne convenait pas.

«La réaction de la ville d'Anvers est très regrettable», commente Mieke Candaale, le directeur de la communication de Fedasil. «...Pourtant, ce qui s'est passé à Anvers reste un cas isolé. Cette exposition a été présentée – et continuera de l'être – dans de nombreuses villes. Elle reçoit des réactions positives unanimes.» ■

## Passerelles culturelles

«Mes racines africaines sont très ancrées et les «valeurs» occidentales, ainsi que mon quotidien en Belgique, provoquent en moi comme un déchirement. Et j'ai envie de partager ça avec les gens.» – PIE TSHIBANDA

La volonté de favoriser la compréhension mutuelle est une force qui guide et inspire le célèbre comédien Pie Tshibanda, un réfugié congolais devenu citoyen belge. Depuis six ans, il présente son spectacle devant des publics francophones du monde entier et participe à de nombreux plateaux de radio et de télévision. Parfois incisif, souvent triste, mais toujours drôle, son humour est une arme qui lui sert à démanteler les barrières érigées par l'incompréhension et la méfiance.

Pie Tshibanda était un psychologue, un enseignant et un écrivain reconnu lorsqu'en 1995 il a dû fuir son pays le Zaïre (devenu la République démocratique du Congo), après avoir produit une vidéo, des articles et des bandes dessinées sur le nettoyage ethnique. Arrivé en Belgique à l'âge de 44 ans, il lui a fallu recommencer à zéro. Luttant contre le sentiment d'isolement et d'anonymat, il a dû se frayer un chemin à travers les méandres de la bureaucratie de l'asile



et s'acclimater à cette terre étrangère. Dans son spectacle, il raconte s'être présenté à la porte de chaque maison du village où il avait été placé afin de faire connaissance avec ses voisins. Les gens le guettaient derrière leurs rideaux pendant qu'il patientait sous la pluie. Inlassablement, il est allé à leur rencontre jusqu'à devenir «l'un des leurs».

Il a ainsi perfectionné ses talents de narrateur et présenté, en 1999, son premier one man show, «Un fou noir au pays des blancs». Il a joué ce spectacle des centaines de fois et l'alterne désormais avec une autre création intitulée «Je ne suis pas sorcier».

«Le public, blanc et noir, rit de se voir si justement croqué en son miroir», a écrit le quotidien français *Le Monde*. Un autre journal français, *Le Canard Enchaîné*, confirme : «C'est souvent drôle, fort, très éclairant : on y apprend, comme c'est étonnant, que nous autres Occidentaux, question hospitalité, avons besoin de quelques cours de perfectionnement.»

**«Le système d'asile belge est l'un des meilleurs d'Europe... avec de bons dispositifs d'accueil et un taux de reconnaissance soutenu.»**

# “Nous en avons assez des réfugiés”

## La tolérance africaine serait-elle en péril ?

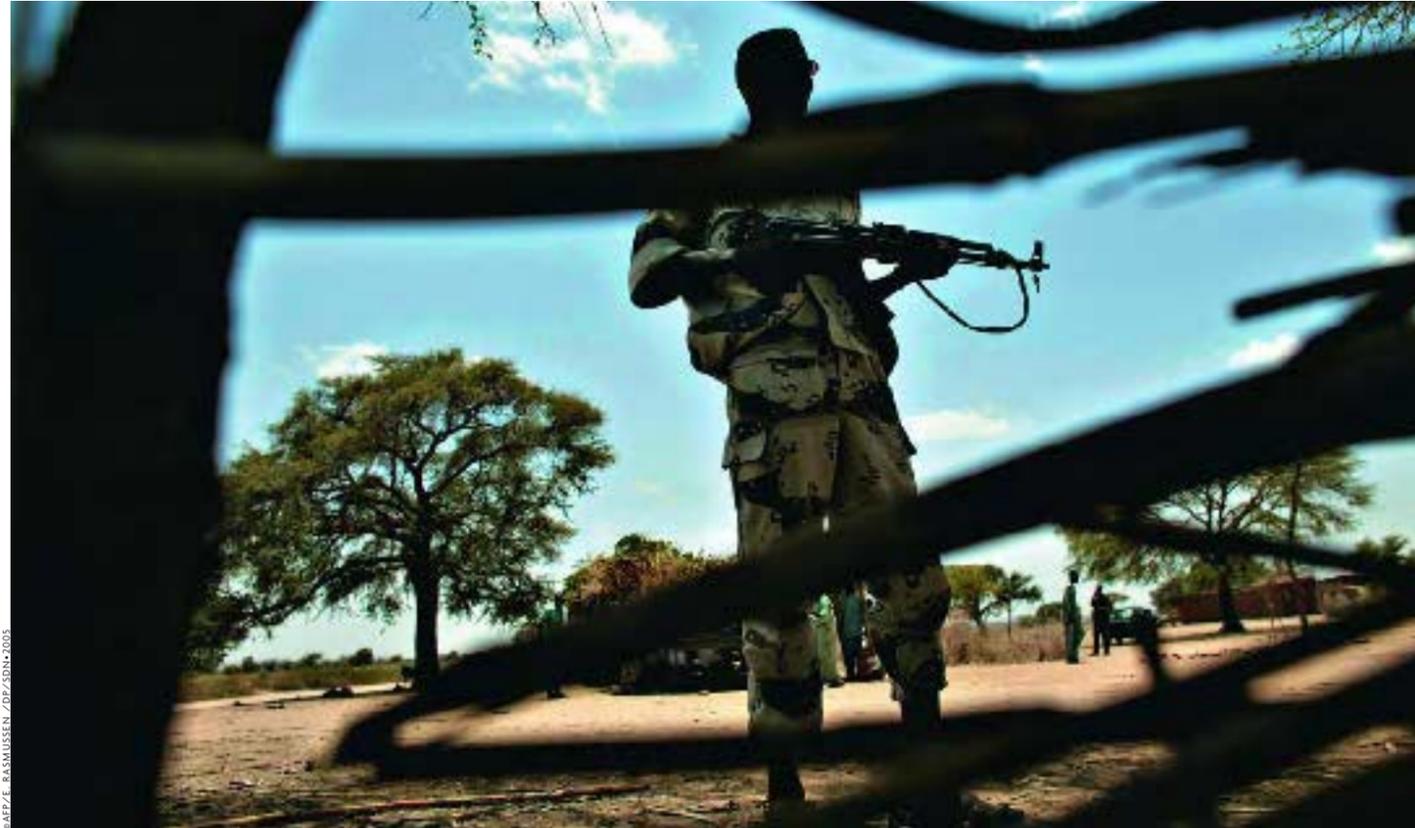
PAR KITTY MCKINSEY

«**M**ORTE LA BÊTE, MORT LE venin», dit-on. Et pourtant, les victimes de Gikongoro parlent; elles s'expriment même avec éloquence. Le corps d'un homme semble figé dans le temps, les mains posées sur son visage en une vaine tentative pour se protéger. Un autre se tord en une longue et terrible agonie. Une mère tente désespérément de protéger son enfant en le serrant dans ses bras. La gorge d'un homme a été tranchée. Un enfant décapité est allongé un peu plus loin.

Recouverts de craie blanche, ces corps momifiés ressemblent à des fantômes. Ils font partie des quelque 25 000 victimes de l'orgie meurtrière qui s'est abattue sur les collines du sud du Rwanda, ce petit pays d'Afrique. Ils gisent désormais sur des planches en bois dans le sinistre mémorial érigé en souvenir du génocide. Chacune de ces silhouettes macabres raconte sa propre histoire de la folie assassine qui s'est emparée du Rwanda en 1994, lors du soulèvement des extrémistes hutus et de l'extermination de 800 000 Tutsis et Hutus modérés.

A Gikongoro, ces trois jours de tueries frénétiques à coup de machettes, de fusils et de grenades, sont racontés par un homme dont la vie tient du miracle. Emmanuel Murangira est un volontaire tutsi qui travaille dans l'ancienne école transformée en monument du souvenir. Sur son front est inscrite la marque de la balle qui l'a frappé lors de cette nuit cauchemardesque au cours de laquelle il a été laissé pour mort parmi les cadavres de ses proches, de ses amis et de ses voisins.

«Toute ma famille a été massacrée pendant le génocide, raconte-t-il à un visiteur, mes cinq enfants, ma femme et les 50 membres de ma famille élargie. Je fais partie des quatre seuls survivants des tueries de Gikongoro.» Quelque 25 000 personnes venues de nombreux villages s'étaient regroupées dans cette école, suivant les instructions des autorités locales. On leur avait promis qu'elles y seraient en sécurité; elles y ont été assassinées les unes après les autres.



Un combattant armé, soupçonné d'être un *janjawid*, dans un village du Darfour.

Comment parvient-il, encore et encore, à raconter son histoire aux nombreux visiteurs du mémorial? «Je n'aime pas que l'on m'interroge à ce sujet; ça me rappelle de mauvais souvenirs... mais c'est mon devoir de raconter...» explique Emmanuel Murangira. Sa voix se fait de plus en plus inaudible. Il ne parvient pas à prononcer la fin de sa phrase: «...pour empêcher que ça ne se reproduise.»

Moins de dix ans après le génocide rwandais et le «plus jamais ça» qui a résonné dans toute l'Afrique, une autre partie du continent est à son tour le théâtre de massacres d'hommes et d'enfants, de viols de femmes dont le seul crime est leur appartenance ethnique.

Le mouvement insurrectionnel qui s'est déclenché en février 2003 au Darfour, dans l'ouest du Soudan, est souvent dépeint com-

me une guerre menée par les soldats gouvernementaux, les milices et les rebelles contre les civils. On évoque également le conflit entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires pour le contrôle des rares terres disponibles pour le pâturage et l'agriculture. Mais, pour les victimes de plus en plus nombreuses de ces meurtres, viols, pillages et incendies criminels et pour leurs proches, il n'existe qu'une seule véritable explication: leurs compatriotes soudanais au teint plus clair (souvent familièrement, quoique improprement, désignés comme «arabes») les persécutent parce qu'ils sont noirs.

En 2004, un homme déplacé du camp de Kalma, au Sud-Soudan, expliquait à un visiteur que les habitants de son village avaient

été agressés «en raison de leur couleur, de leur couleur noire», en tirant sur la peau de sa main. «Ils nous ont attaqués parce que nous sommes noirs, à cent pour cent noirs» (Darfour signifie «la patrie des Noirs»). Une femme racontait à son tour que, lors de l'attaque, les assaillants hurlaient: «Nous allons tuer. Nous allons prendre les femmes sans épargner qui que ce soit, puis nous vous achèverons jusqu'au dernier, parce que vous êtes noirs.»

Trois ans après le début de la guerre au Darfour, plus de deux millions de personnes continuent à mener une existence incertaine dans des campements misérables et peu sûrs aux abords des grandes villes de la région, toujours incapables de rentrer dans leurs villages détruits.

### LA MALÉDICTION DE L'INTOLÉRANCE

LUTTANT CONTRE SON HÉRITAGE ESCLAVAGISTE ET COLONIALISTE, l'Afrique actuelle n'en a pas encore fini avec la malédiction de l'intolérance qui pèse sur elle. La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui s'est tenue en 2001 à Durban (Afrique du Sud), a indiqué que le continent souffrait toujours de ces divers problèmes, les qualifiant de violations des droits humains «niant cette vérité incontournable en vertu de laquelle tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits».

Si l'intolérance est révoltante quel que soit le lieu où elle se manifeste, en Afrique elle a trop fréquemment pris un tour sanglant. Ainsi, la guerre qui a ravagé la République démocratique du Congo (RDC) pendant six années a-t-elle causé la mort de quatre millions de personnes, l'exil de 400 000 Congolais et le déplacement à l'intérieur du pays de trois millions d'habitants. Elle est pourtant largement passée inaperçue en dehors de la région. Malgré la fin officielle du conflit en 2002, l'est du pays reste d'ailleurs en proie à des combats localisés qui forcent les habitants à fuir leurs villages. Les atrocités – en particulier l'amputation des mains, des bras et des jambes – continuent. Selon les experts médicaux, près de 1 200 personnes meurent encore chaque jour des conséquences de la guerre en RDC.

L'Afrique, à travers l'Organisation de l'unité africaine, a produit la Convention de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, un instrument du droit international considéré comme l'un des plus favorables aux réfugiés. Ce continent fait aussi preuve d'actes de générosité remarquables envers les réfugiés et les personnes fuyant la violence, tout particulièrement au niveau local. Pourtant, des revers importants existent, en particulier sur le plan national. Des pays connus pour leur hospitalité historique envers les étrangers, comme la Tanzanie à l'est du continent, et la Côte d'Ivoire à l'ouest, sont récemment devenus beaucoup moins accueillants, voire ouvertement hostiles aux réfugiés.

En août dernier, par exemple, une foule sud-africaine a pris d'assaut les magasins tenus par des réfugiés et des demandeurs d'asile à Bothaville, une localité de la province du Free State. Huit des dix boutiques qui appartenaient ou étaient gérées par des Somaliens ont été attaquées et pillées. Deux d'entre elles ont même été réduites en cendres. Ayant tout perdu lors de ces incidents, certains Somaliens ont dû se résoudre à être employés dans les magasins dont ils étaient autrefois les propriétaires.

Une enquête de l'UNHCR sur ces violences a permis d'établir que la «xénophobie a joué un rôle essentiel dans cette attaque. Les gens pensaient que les étrangers volaient les emplois disponibles, qu'ils ne contribuaient pas suffisamment à la communauté et qu'ils concurrençaient les activités commerciales des populations locales».

Suite à ces incidents et à d'autres cas d'abus physiques et verbaux contre des réfugiés ou des étrangers en Afrique du Sud, l'UNHCR a financé une campagne «Faisons reculer la xénophobie» dirigée par le *National Consortium for Refugee Affairs*.

Cette initiative visait à renforcer les connaissances de fonctionnaires issus de secteurs variés – notamment de la police, de la santé et de l'éducation – sur les réfugiés et sur leurs droits.

Godwin Ale Willow, un réfugié soudanais, a activement participé à cette campagne contre la xénophobie, parlant ouvertement de la façon dont il est devenu un réfugié et des difficultés rencontrées pour se faire accepter en Afrique du Sud.

D'une taille bien supérieure à la moyenne et, selon ses propres termes, d'une complexion aussi «sombre que la nuit», Godwin Ale Willow a participé à des réunions locales au cours desquelles on lui a clairement fait comprendre qu'il n'était pas le bienvenu. Il a dû faire face à l'hostilité de colporteurs concurrents et a été souvent accusé de n'être qu'un «excentrique» venu de terres lointaines situées par-delà la rivière Limpopo, qui sépare l'Afrique du Sud du reste du continent.

Godwin Ale Willow s'est beaucoup enthousiasmé pour la campagne «Faisons reculer la xénophobie». En novembre 2004, il a participé aux séances publiques sur la xénophobie présidées par la Commission parlementaire des affaires étrangères et par la Commission sud-africaine des droits de l'homme.

**La Côte d'Ivoire a illustré de manière flagrante la vitesse à laquelle la xénophobie peut embraser un pays, une fois tombées les barrières culturelles, politiques et légales.**



Pendant des décennies, la Tanzanie a reçu des vagues successives de réfugiés venus des pays voisins déstabilisés, parmi lesquels ces Rwandais hébergés au camp de Benaco, après le génocide de 1994.

Cet homme semble pourtant résigné, convaincu qu'à l'avenir il sera toujours traité en fonction de son apparence physique.

#### HOSPITALITÉ EN BERNE

A 5 000 KILOMÈTRES DE LÀ, EN AFRIQUE de l'Ouest, les réfugiés ont longtemps bénéficié des diverses traditions d'hospitalité en faveur des étrangers. Au Mali, par exemple, le terme de *Djatiguiya* désigne la coutume qui consiste à accueillir les étrangers à bras ouverts.

En Côte d'Ivoire, le concept similaire d'*Akwaba* a inspiré, pendant des décennies, la politique nationale à l'égard des migrants et des réfugiés (ce concept existe aussi au Ghana). Sous l'égide de son premier Président, Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire était en effet réputée pour l'harmonie qui y régnait entre les différentes ethnies et religions.

Houphouët-Boigny avait pour devise «La Côte d'Ivoire appartient à tout le monde». Il

l'avait mise en pratique en accueillant des millions d'Africains et en mettant en valeur le meilleur de chaque culture. Sous sa présidence, le nombre d'étrangers représenta près du quart de la population. Non seulement ils participèrent au gouvernement, mais ils contribuèrent, de manière significative, au «miracle ivoirien» et à l'émergence de l'une des économies les plus développées du continent.

Cette situation prit fin après la mort d'Houphouët-Boigny en 1993 et le coup d'Etat perpétré, en 1999, contre son successeur. En septembre 2002, le processus de déliquescence s'accéléra avec l'émergence d'une rébellion armée qui divisa la nation en deux. L'économie s'effondra et l'attitude envers les étrangers devint très hostile. Des milliers d'entre eux, parmi lesquels des travailleurs migrants des Etats voisins et des réfugiés de la Sierra Leone et du Libéria, furent chassés des bidonvilles où ils vivaient et leurs maisons brûlées. Beaucoup furent également attaqués et dépouillés

du peu qu'ils possédaient. Ces violences illustrèrent de manière flagrante la vitesse à laquelle la xénophobie peut embraser un pays, tel un feu de forêt dévastateur, une fois tombées les barrières culturelles, politiques et légales, que cela résulte d'une action délibérée des autorités ou d'une situation anarchique.

De l'autre côté du continent, la Tanzanie a, pendant des décennies, fait figure de modèle de tolérance et d'hospitalité, acceptant, les unes après les autres, les vagues de réfugiés engendrées par les turbulences secouant les Grands Lacs. Lors d'une visite dans le pays en mars dernier, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés António Guterres a d'ailleurs tenu à rendre un hommage chaleureux au peuple et au Gouvernement «très généreux et hospitaliers» de la Tanzanie.

Pourtant, la patience dont fait preuve cette nation en accueillant la plus large population réfugiée du continent s'est nettement amincie au cours des dix dernières années. «Nous

en avons assez des réfugiés», déclarait ainsi le parti au pouvoir en décembre 2004.

Les groupes chargés de défendre les droits des réfugiés se sont d'ailleurs inquiétés de certaines actions entreprises par le Gouvernement tanzanien ces dernières années. En octobre 2002, la Tanzanie a décrété que tous les réfugiés rwandais encore présents devaient quitter son territoire avant la fin de l'année en cours. Avec l'objectif manifeste d'accélérer ce processus, des menaces ont été lancées contre certains réfugiés, les avertissant que leurs maisons seraient brûlées s'ils ne se décidaient pas à partir. En septembre 2003, la Tanzanie a finalement expulsé 922 réfugiés rwandais qui vivaient dans le camp de réfugiés de Ngara depuis qu'ils avaient fui le génocide rwandais en 1994.

En février 2005, l'UNHCR a, par ailleurs, officiellement protesté contre l'expulsion forcée vers leur pays d'origine de neuf demandeurs d'asile burundais – une pratique connue sous le terme de refoulement

et interdite par la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés, dont la Tanzanie est signataire.

Les réfugiés vivant en Tanzanie sont aussi confrontés à des restrictions croissantes qui visent leur liberté de mouvement et leur droit de travailler. A titre d'exemple, le gouvernement a interdit aux réfugiés de s'aventurer à plus de quatre kilomètres de leurs camps, une politique qui les empêche de mener certaines activités agricoles et d'accéder à de nouveaux marchés pour écouler leur production. Les autorités ont aussi fermé le marché florissant du camp de Lukole A, qui était fréquenté par plus de 50 000 réfugiés burundais. Les marchés de chacun des cinq camps de la région de Kibondo ont également été interdits, ce qui a porté préjudice tant aux réfugiés qu'aux habitants du lieu.

«Les restrictions de mouvement et la fermeture des marchés... ont conduit à une dégradation de la sécurité alimentaire», indiquait le Programme alimentaire mondial

dans un rapport de juillet 2004. La diminution simultanée des rations alimentaires, due au manque de soutien financier des bailleurs de fonds, a conduit de nombreux réfugiés à vendre leurs biens. Certains en auraient même été réduits à voler pour se nourrir.

Toutefois, la Tanzanie accueille encore 348 000 réfugiés répartis dans 13 camps – la plus grande population réfugiée du continent. (Quelque 200 000 Burundais vivent par ailleurs dans des sites hors des camps gérés par l'UNHCR et environ 200 000 réfugiés non enregistrés vivent dans des villages au nord-ouest de la Tanzanie.) Ce pays conserve également l'une des politiques d'admission les plus ouvertes d'Afrique. L'UNHCR dispense des services de santé, d'éducation et autres aux populations locales afin d'alléger les conséquences néfastes résultant de l'accueil prolongé d'un grand nombre de réfugiés.

Même si le pays a revu à la baisse ses standards, si généreux par le passé, il reste encore beaucoup de points positifs à relever, à la fois en Tanzanie et dans l'ensemble de l'Afrique. Dans un contraste saisissant avec de nombreuses nations industrialisées, la plupart des pays africains se sont abstenus d'adopter des mesures législatives rendant plus difficile l'obtention de l'asile.

Avec les horreurs perpétrées au Darfour en toile de fond, la générosité du Tchad voisin ressort dans toute son exemplarité. Bien qu'étant l'un des pays les plus pauvres de la planète, le Tchad accueille 220 000 réfugiés soudanais, dont 200 000 dans 12 camps gérés par l'UNHCR. (Au sud, le pays abrite aussi 45 000 réfugiés de République centrafricaine et leur nombre ne cesse d'augmenter.)

Avant même que leur gouvernement ne fasse appel à l'UNHCR et aux autres agences pour aider à prendre en charge les réfugiés soudanais, les Tchadiens vivant près de la frontière avec le Darfour ont partagé leurs maisons et leurs précieuses réserves de nourriture avec les réfugiés qui, pour la plupart,

appartiennent au même groupe ethnique, les Zaghawas.

Les habitants «nous ont donné tout ce qu'ils avaient», raconte Salim Ahmed, un réfugié accueilli en 2004 par une famille de Tiné. «Ils sont maintenant dans la même situation que nous.» Comme en Tanzanie, l'UNHCR soutient les communautés locales qui ont partagé leurs maigres ressources avec les réfugiés.

La population locale est parfois moins accueillante. En mars dernier, le Gouvernement du Malawi a publié un communiqué de presse ferme après avoir reçu des rapports faisant état d'attaques perpétrées contre des réfugiés vivant hors des camps.

«Le harcèlement et les attaques contre les demandeurs d'asile et les réfugiés constituent, au même titre que le harcèlement et les attaques contre tout être humain, un crime punissable par la loi», stipulait le document, menaçant de poursuite toute personne prise en train de commettre de tels actes.

Néanmoins, à travers tout le continent, les gestes d'hospitalité et de générosité se répètent localement, rendant moins pénible le sort de ceux qui ont tout perdu en quittant leur patrie. L'année dernière, par exemple, au sud-est du Ghana, le chef local Togbe Tu Agbalekpor III d'Hevi a

ouvert son palais aux réfugiés togolais arrivés en masse dans la région.

En mai 2005, il a réuni son peuple pour lui demander de faire preuve de la même hospitalité. Les villageois ont répondu favorablement à cet appel et offert aux exilés un endroit pour se loger et des terres pour subvenir à leurs besoins. Le soir, les femmes du village ont cuisiné des grands plats de cassave et de ragoût pour plus de 100 réfugiés.

Veronica Edzodzi, une jeune femme de 29 ans qui s'est réfugiée au Ghana avec sa sœur, son mari et sa petite fille, a été bouleversée par cet accueil. «L'amour qu'ils nous ont témoigné dépasse l'imagination, dit-elle avec enthousiasme. C'est incroyable. Pour nous, les gens d'Hevi sont comme des anges descendus sur terre.»

L'Afrique – et le monde entier – auraient sans doute besoin d'autres exemples comme celui-ci. ■



Des réfugiés libériens attendent près du bureau de l'UNHCR à Abidjan, en Côte d'Ivoire, après l'incendie de leur maison par une foule en colère en septembre 2002.

**A travers tout le continent, les gestes d'hospitalité et de générosité se répètent localement, rendant moins pénible le sort de ceux qui ont tout perdu.**

# VICTIMES DU GENOCIDE

Depuis 1975, plus de 2,5 millions de personnes ont été tuées lors d'actes de génocide

Les victimes du génocide rwandais de 1994, dans une école du village de Nyarubuye, une année après leur meurtre. Sur une période de cent jours, près de 800 000 personnes — pour la plupart des Tutsis, mais également des Hutus modérés — ont été massacrés.



S. SALGADO/AM/RAW/1994



©ONASIA.COM/R. NEVEU/DFP/1981



COURTESY OF THE UNHCR VIDEO UNIT

Les corps des victimes du génocide rwandais filmés, le 1<sup>er</sup> mai 1994, par un caméraman de l'UNHCR depuis la rive tanzanienne du fleuve Kagera, qui délimite la frontière entre les deux pays. Le reportage de l'UNHCR, qui a été diffusé par les télévisions du monde entier, a constitué l'une des toutes premières preuves filmées du génocide alors en cours.

Quelque 10 000 crânes ont été déterrés près de Chong Ek, au Cambodge. Au total, on estime à 17 million le nombre de victimes du génocide de 1975-1979, parmi lesquelles des intellectuels, des moines bouddhistes, des hommes politiques, des personnes d'origine vietnamienne et laotienne et même des personnes dont le seul crime était de porter des lunettes.

Près de 8 000 hommes et adolescents ont été tués à Srebrenica et dans ses environs en juillet 1995 lors d'un massacre collectif, qui a été reconnu comme un génocide. Plusieurs centaines de milliers de personnes sont mortes pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine.



©FANOS/P. LOWE/DP/8/11/1992

Les familles des victimes de génocide ne pourront jamais oublier. Ici, deux femmes pleurent leurs proches assassinés lors d'une cérémonie commémorant le 10<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Srebrenica, en 2005.



©GETTY/M. DI LAURO/DP/11/11/2005

# L'héritage sanglant des Conquistadores

PAR WILLIAM SPINDLER

**1492** N'A PAS SEULEMENT été marquée par la découverte de l'Amérique. Cette année-là, l'importante communauté juive sépharade a été expulsée d'Espagne et du Portugal et les armées des Rois catholiques Ferdinand et Isabelle ont pris Grenade, le dernier royaume musulman espagnol, mettant fin à sept siècles de suprématie maure sur la péninsule ibérique.

Cette volonté de forger une seule et même nation à partir des multiples traditions culturelles, linguistiques, ethniques et religieuses de l'Espagne puise largement ses racines dans l'intolérance. L'Inquisition espagnole en fournit l'illustration, avec le lancement, en 1478, de la campagne pour écraser les dissidences religieuses et le recours au concept de *limpieza de sangre* (pureté du sang) pour justifier la persécution de milliers d'Espagnols d'origine juive ou musulmane et les accuser de pratiquer en secret leurs anciennes religions.

«Vous ne pouvez pas appliquer nos principes moraux modernes à une société qui ne connaissait pas la tolérance, politique ou religieuse», estime le professeur Agostino Borromeo, un historien italien qui a eu le rare privilège d'accéder aux archives de l'Inquisition.

Pourtant, les effets des persécutions et de l'intolérance passées se font encore sentir dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, plus de 500 ans après que Christophe Colomb ne parte à la recherche d'une nouvelle route vers les Indes.

Il va de soi que les vrais découvreurs du Nouveau Monde furent ses premiers habitants, sans doute arrivés d'Asie plus de 20 000 ans auparavant par le détroit de Béring. Lorsque Christophe Colomb débarqua, un large éventail de cultures et de modes de vie avait prospéré, allant des chasseurs-cueilleurs

nomades, tels les Onas et les Yamanás de la Terre de Feu, à des empires pluriethniques très structurés, comme les Incas qui gouvernèrent jusqu'à 12 millions d'individus.

Les réalisations accomplies par les Aztèques, les Mayas et les Incas dans le domaine de l'ingénierie, des sciences, de l'architecture et des arts, ainsi que la magnificence de leurs civilisations, ont largement attisé l'imagination et la cupidité des envahisseurs européens. Pourtant, ce serait une erreur d'idéaliser les sociétés précolombiennes telles que sorte de paradis perdu. Beaucoup devaient leur succès à un état permanent de guerre, à l'esclavage et à la domination brutale d'autres peuples plus faibles.

D'ailleurs, les dissensions internes ont été l'une des principales raisons de l'effondrement tragique des empires aztèque et inca face à quelques centaines de *Conquistadores* bien armés.

Bartolomé de Las Casas, le premier prêtre ordonné dans les Amériques, s'est élevé contre le traitement inhumain infligé aux autochtones par les conquérants : «En règle générale, les Espagnols étaient cruels, écrit-il, pas simplement cruels, mais si extraordinairement cruels que les âpres et terribles tourments qu'ils infligeaient aux Indiens les empêchaient de se considérer comme des êtres humains [...] ils étaient [...] piétinés par les chevaux, découpés en morceaux par les épées, dévorés et dépecés par les chiens; beaucoup furent enterrés vivants et souffrirent mille supplices atroces.»

## DE TERRIBLES CONSÉQUENCES

LES CONSÉQUENCES DE CETTE CONQUÊTE, exacerbées par la faible immunité des Indigènes contre les maladies européennes, furent dramatiques. La population des Amériques, qui s'élevait à environ 30 millions d'individus à l'arrivée de Colomb, diminua des trois quarts en une cinquantaine d'années.

La main d'œuvre indigène étant insuffi-

sante, l'exploitation des plantations coloniales et des mines ralentit jusqu'à s'interrompre. Le problème fut résolu par l'émergence de l'une des pires formes d'exploitation et de persécution jamais rencontrées : le commerce de l'esclavage.

Cette pratique existait depuis des siècles dans de nombreuses régions du monde, y compris l'Afrique et les Amériques. Mais le commerce esclavagiste transatlantique – auquel participèrent l'Angleterre, la France, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, l'Espagne, le Portugal et les États-Unis – fut unique par son ampleur et ses conséquences.

Selon le projet des archives du commerce de l'esclavage de l'UNESCO, «les différentes traites négrières ont coûté la liberté à environ 25 à 30 millions de personnes déportées, sans compter les morts sur les navires, lors des guerres et des razzias».

## UN HÉRITAGE DE DISCRIMINATION

LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET le développement consécutif du commerce esclavagiste ont laissé derrière eux un héritage de discrimination qui est au fondement même du système actuel d'exclusion des populations indigènes et afro-américaines.

En 1811, le scientifique et explorateur allemand Alexander von Humboldt traduisit en ces termes son étonnement face à l'obsession raciale qui imprégnait la société coloniale : «Dans un pays gouverné par les Blancs, les familles connues pour avoir le moins de sang nègre ou mulâtre sont tout naturellement les plus honorées. Le degré de blancheur de sa peau décide du rang qu'occupe un homme dans la société.»

L'indépendance, qui fut obtenue de l'Espagne et du Portugal au XIX<sup>e</sup> siècle, ne modifia pas en profondeur les préjugés et les structures hérités de l'ère coloniale. Les Indigènes et les Afro-Américains restèrent au bas de la pyramide sociale. En fait, certains des pires abus commis à leur encontre, allant jusqu'au

**Au Guatemala, une campagne anti-insurrectionnelle brutale fut à l'origine d'actes de génocide à l'encontre des communautés indigènes mayas soupçonnées de soutenir les guérillas gauchistes.**



Des indiens mayas du Guatemala qui ont trouvé refuge au Mexique reçoivent des documents les autorisant à devenir propriétaires de leur propre terre dans le pays qui les accueille — un acte de générosité de plus en plus rare.

génocide dans certains cas, se produisirent après l'indépendance des pays latino-américains. Les campagnes d'extermination menées contre les peuples indigènes dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Paraguay en fournissent la triste preuve.

Certains des descendants d'esclaves africains ont subi un sort identique.

Haïti partage l'île d'Hispaniola avec la République dominicaine. Du fait de leurs divergences historiques et ethniques, les relations entre les deux voisins n'ont pas toujours été faciles. Pourtant, depuis des décennies, les Haïtiens, dont la peau est souvent plus foncée que celle des Dominicains, franchissent la frontière entre les deux pays, en quête de travail ou pour échapper à la violence et à la persécution.

En octobre 1937, au cours de l'une des plus terribles expressions de violence raciale de l'histoire latino-américaine moderne, le Pré-

sident de la République dominicaine, Rafael Trujillo, ordonna à l'armée d'éliminer tous les Haïtiens présents dans le pays. Quelque 30 000 personnes périrent sous les coups des machettes et des massues en quelques jours.

«Le Gouvernement de la République dominicaine fit croire à la population que leur pays et leur culture étaient sur le point d'être dominés par les Haïtiens», écrit l'auteur haïtienne Marie Chantale S. Déclama. «Elles [les autorités dominicaines] avertirent qu'un mélange des deux nations marquerait la fin de la culture dominicaine. Le Généralissime Trujillo imagina un test simple pour différencier les Haïtiens des Dominicains : la prononciation du mot *perejil* (persil). Selon lui, les Haïtiens ne roulaient pas les "r". Quand Trujillo ordonna la liquidation de tous les Haïtiens, ses soldats choisirent leurs victimes [...] en leur demandant de prononcer le mot *perejil*.»

## L'HISTOIRE RÉCENTE

A PARTIR DES ANNÉES 60, LA PAUVRETÉ, la répartition inégale des richesses et la restriction des droits civils et politiques générèrent de nombreux conflits en Amérique latine. Au Guatemala, par exemple, une campagne anti-insurrectionnelle brutale provoqua l'exode d'environ un million de personnes et fut à l'origine d'actes de génocide à l'encontre des communautés indigènes mayas soupçonnées de soutenir les guérillas gauchistes.

«Des villages entiers ont été détruits et leurs habitants massacrés» affirme la Commission de clarification historique guatémaltèque, mise en place sous le patronage des Nations Unies. «La politique menée consistait en une destruction totale. Elle ne relevait pas de la simple pratique de la "terre brûlée" mais, dans certains cas, du meurtre de chaque être humain, femmes, enfants, bébés et personnes



©GETTY/US COAST GUARD/DP/PH/2004

Un bateau des garde-côtes américains s'approche d'une embarcation transportant des *boat people* haïtiens.

âgées inclus. Les femmes enceintes et les bébés étaient maltraités avec une brutalité toute particulière [...] de telles atrocités ne peuvent s'expliquer sans une volonté d'exterminer un groupe ethnique en tant que tel.»

Entre 1981 et 1984, plus de 200 000 Guatémaltèques, pour la plupart des Indigènes mayas, ont quitté leurs terres pour se réfugier au Mexique.

Après les accords de paix de 1996, les réfugiés ont commencé à prendre le chemin du retour. Trois ans plus tard, 43 000 d'entre eux avaient ainsi pu rejoindre leur foyer avec l'aide de l'UNHCR. Quelque 23 000 personnes ont préféré rester au Mexique. Elles ont été généralement bien traitées. Pourtant, les causes premières du conflit guatémaltèque demeurent. Les Mayas sont toujours victimes de discrimination et continuent à se voir refuser l'accès à la terre, aux diverses ressources et aux droits les plus élémentaires.

#### LES RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI

LOIN D'ÊTRE RELÉGUÉS DANS UN LOINTAIN passé, l'esclavage et l'extermination des peuples indigènes continuent aujourd'hui en Amérique latine. A titre d'illustration, l'an dernier, les autorités du Brésil ont pris d'assaut 183 fermes situées dans des régions isolées et libéré plus de 4 000 personnes qui

vivaient dans des conditions d'esclavage. Selon les estimations officielles, il resterait encore plus de 25 000 esclaves au Brésil et ce malgré le fait que l'abolition officielle de cette pratique remonte à 1888.

En Colombie, un conflit vieux de 40 ans oppose l'armée, les paramilitaires d'extrême droite et les guérillas gauchistes. Ses effets sur la population indigène, qui compte un million d'individus, sont également dramatiques. Il est à craindre que des communautés entières, forcées de fuir leurs territoires coutumiers, soient menacées de disparition. La culture indigène étant étroitement liée à la terre, les déplacements forcés conduisent généralement à l'effondrement de la culture et de l'autorité traditionnelles. Les conséquences du conflit affectent ainsi de manière beaucoup plus aiguë les Afro-Colombiens.

Quant aux Haïtiens, qu'ils fuient la violence ou la pauvreté, ils ne sont toujours pas les bienvenus dans la région. A titre d'exemple, les autorités américaines en charge de l'immigration traitent différemment les *boat people*, selon qu'ils viennent d'Haïti ou du Cuba. Alors que les gardes-côtes américains demandent généralement aux Cubains s'ils craignent de rentrer dans leur pays d'origine, ils ne posent pas la question aux Haïtiens qui doivent, de leur propre initiative,

exprimer leurs peurs depuis leurs embarcations de fortune. L'UNHCR s'inquiète que, du fait de ce soi-disant «test du cri», certains Haïtiens n'aient pas suffisamment l'occasion d'exprimer leurs craintes d'être persécutés.

A l'exception notable de la Colombie, les conflits armés ont été résolus ou se sont apaisés dans la majeure partie de l'Amérique latine. La démocratie s'est même profondément enracinée dans la région. Pourtant, les préjugés et le racisme font toujours partie de la réalité quotidienne, fournissant un terrain favorable à l'émergence de nouveaux conflits. En dépit du haut degré de mixité raciale, la plupart des pays latino-américains restent en effet des «pigmentocracies», des sociétés où les droits et les richesses varient selon la couleur de la peau, comme à l'époque d'Alexander von Humboldt.

Pour reprendre les termes employés par Rigoberta Menchú, une Maya du Guatemala qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1992 pour sa défense des droits des peuples indigènes : «L'Amérique latine a une culture pluraliste. Si cette diversité n'est pas respectée – si au contraire l'intolérance, l'exclusion et la prétendue supériorité d'une race priment – il ne fait pas le moindre doute que de nouveaux conflits ravageront ce continent.» ■

**En dépit du haut degré de mixité raciale, la plupart des pays latino-américains restent des «pigmentocracies», des sociétés où les droits et les richesses varient selon la couleur de la peau.**

## GENS D'ICI ET D'AILLEURS

Deux nouvelles Hauts Commissaires assistantes sont récemment entrées en fonction à l'UNHCR, complétant le quatuor à la tête de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, sous la direction du Haut Commissaire António Guterres et de la Haut Commissaire adjointe Wendy Chamberlin.

**Judy Cheng-Hopkins**, de nationalité malaisienne, a été désignée Haut Commissaire assistante pour les opérations. Elle apporte une expérience de 27 années au sein des Nations Unies, dont dix passées en Afrique avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en Zambie et au Kenya. Elle a également occupé plusieurs fonctions importantes au siège du PNUD avant de rejoindre le poste de directrice du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Asie, la CEI et les Balkans. En cette qualité, elle a supervisé de larges opérations d'urgence, comme le Kosovo, la Corée du Nord et l'Afghanistan. Plus récemment, elle a servi comme directrice du bureau new-yorkais du PAM où, en plus de gérer les relations avec les agences des Nations Unies, elle a mis en place et supervisé la collecte de fonds du PAM auprès du secteur privé aux Etats-Unis. «Je suis convaincu que la



UNHCR/VS HOPPER/DP/GVA/2006

richesse de son expérience sera très bénéfique à l'UNHCR», a déclaré le Haut Commissaire António Guterres à propos de Madame Cheng-Hopkins. «Son expérience du terrain et des responsabilités ainsi que sa connaissance des opérations des Nations Unies à travers un large éventail d'activités humanitaires et de développement seront particulièrement pertinentes», a-t-il ajouté. Madame Cheng-Hopkins, qui a pris ses nouvelles fonctions le 15 février, est chargée de superviser les opérations de l'UNHCR sur le terrain.

**Erika Feller**, de nationalité australienne, a été nommée au poste nouvellement créé de Haut Commissaire assistant pour la protection. Madame Feller a plus de 33 ans d'expérience en droit international, qu'il s'agisse de droits humains ou de droit des réfugiés, des domaines dans lesquels son autorité est largement reconnue. Son travail a fait l'objet de nombreuses publications dans diverses revues de droit. Au cours de ses 19 années avec l'UNHCR, elle a occupé différents postes au sein du Département de la protection internationale, dont le plus récent en qualité de directrice. Elle a également occupé le poste de délégué régional du Haut Commissaire pour la Malaisie, le Brunei et Singapour, après avoir été coordinatrice régionale pour le Plan d'action global pour les réfugiés indochinois en Asie du Sud-Est. Insistant sur le fait que la protection des réfugiés n'est pas un choix mais un devoir humanitaire, Madame Feller a souligné les fortes disparités actuelles entre «d'un côté, le nombre important de retours volontaires et la diminution des demandes d'asile et de l'autre, des situations de réfugiés prolongées et la générosité déclinante de certains pays d'accueil. Les mauvais traitements infligés aux enfants, la violence contre les femmes, le refoulement des réfugiés et les restrictions imposées à certains droits fondamentaux, comme la liberté de mouvement, prennent des proportions énormes dans beaucoup de situations d'exode».



UNHCR/VS HOPPER/DP/GVA/2006

#### Michel Paul Moussalli

L'ancien directeur de la protection internationale de l'UNHCR s'est éteint à Genève le 13 janvier 2006, au terme d'une longue maladie. Après avoir rejoint l'UNHCR en 1961, Michel Moussalli était parti en Tunisie pour organiser le rapatriement des réfugiés algériens vers leur patrie devenue indépendante. Il avait ensuite rejoint l'Éthiopie et joué un rôle essentiel dans la préparation et l'adoption de la Convention de l'Organisation de l'unité africaine de 1969 sur les réfugiés. Pour la première fois, un accord juridique majeur étendait la reconnaissance du statut de réfugié aux personnes fuyant une agression, une occupation extérieure ou une domination étrangère. Après un passage en Belgique, Michel Moussalli avait été nommé directeur de l'administration et de la gestion de l'UNHCR pour devenir ensuite le directeur très aimé et respecté de la protection internationale. Michel Moussalli a consacré sa carrière à renforcer le mandat de protection de l'UNHCR, parcourant le monde entier pour encourager les pays à accéder à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Il a pris sa retraite en 1992 mais a brièvement servi l'année suivante en qualité de délégué par intérim à Alger et, en 1994, en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, suite au génocide.



UNHCR/A HOLLMANN/BW/GV/1982

#### Ray Wilkinson

Au terme d'une brillante carrière de journaliste et après plus de huit années comme rédacteur du magazine RÉFUGIÉS, Ray Wilkinson est parti à la retraite. Mettant à profit son expérience très variée de correspondant, Ray Wilkinson a transformé ce magazine institutionnel de facture classique en une publication présentant avec style et vivacité un contenu de qualité. Nous lui souhaitons beaucoup de réussite dans ses activités futures.



UNHCR/VS WINTER/DP/BH/2005